



ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro 59 | Mars 2022

Kinshasa, RDC

EDITEUR RESPONSABLE

MATATA PONYO Mapon

SUPERVISION

LOKOTA ILONDO Michel – Ange
NTAGOMA KUSHINGANINE Jean-Baptiste

REDACTION

BOKA MABELE David
LUBAMBA NGIMBI Hector
KADIMA KAZADI Joël
MUPU MAMPUTU Elie
MUYOMBO USENI Justin
WAULA LUZINGU Sacré

CONTRIBUTION AUX ENCADRES

Gédéon INGONDE BOTSHINDO

**CONCEPTION GRAPHIQUE
ET MISE EN PAGE**

MANZAMBI Moïse

PHOTOGRAPHE

MATA Yannick

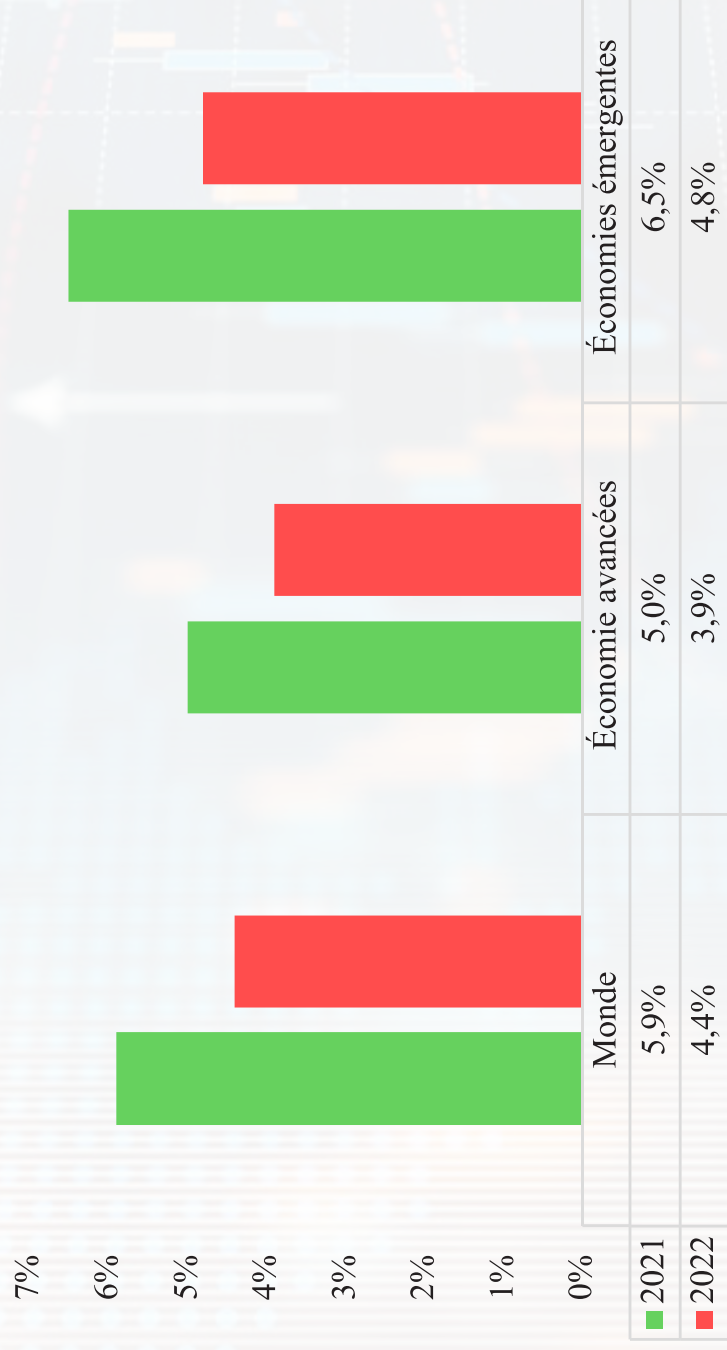
CONGO CHALLENGE
L E M E N S U E L

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

Numéro **59** | Mars **2022**

Kinshasa, RDC

Projections de la croissance économique dans le monde



Sommaire

Ce que je pense	6
Résumé exécutif	9
Contexte international	11
Croissance économique	11
Inflation	12
Marché financier	13
Marché des changes	15
Marché des produits stratégiques	16
Commerce international	18
Contexte national	19
Evolution de l'économie nationale	19
Activité économique	23
Dynamique des prix	25
Marché monétaire	26
Taux de change et réserves de change	27
Finances publiques	28
Evolution de la situation polique	31
Perspectives politiques et économiques	41



Matata Ponyo Mapon

Ce que je pense

L'élection des gouverneurs de province ou le choix du développement

Ce que je pense est que la province est une entité territoriale qui constitue la base réelle du développement économique d'un pays. Au niveau politique, la province dispose d'une assemblée provinciale composée de députés élus au suffrage direct dans les différents territoires, et d'un gouvernement composé de ministres en charge des différents secteurs d'activité économique. L'assemblée provinciale est dirigée par un président, député élu par ses pairs de la province. Le gouvernement provincial est dirigé par un gouverneur élu aussi par les députés provinciaux. Alors que le gouverneur peut ne pas être un député, le président de l'assemblée provinciale, quant à lui, est absolument un élu de la province. Les ministres et autres cadres territoriaux sont nommés par le gouverneur qui tient compte de l'espace géopolitique, du poids de partis politiques dans la province et du plan de carrière de l'administration publique. Au niveau administratif, la province dispose de tous les démembrements territoriaux et administratifs allant du ministère à la direction, au service, à la division et au bureau, de manière à permettre la gestion hiérarchique équilibrée de tous les secteurs et entités de la province. En un mot, une province ressemble, mutatis mutandis, à un pays tout entier à la seule différence qu'elle est dirigée par un gouverneur en lieu et place d'un président de la république. Voilà pourquoi le développement des provinces conditionne celui du pays qui n'est en définitive que la représentation unifiée d'entités socio-économiques et politiques provinciales.

Ce que je pense est que le développement économique d'une province n'est possible que si l'assemblée et le gouvernement provinciaux fonctionnent en parfaite synergie. Le gouvernement provincial doit élaborer un programme économique et social capable de garantir le progrès socio-économique de tous les territoires, mieux, de l'ensemble de la province. Ce programme doit tenir compte du potentiel de ressources et de spécificités de la province, de son interconnexion avec les provinces voisines, tout comme il doit rester en harmonie avec le programme économique du gouvernement national. En effet, il y a de compétences socio-économiques qui reviennent exclusivement au pouvoir central,

telles l'armée, la sécurité, les affaires étrangères etc... Par ailleurs, le gouvernement central doit veiller à la cohérence de l'ensemble des programmes économiques provinciaux pour préserver un développement équilibré de l'ensemble du pays. Ce qui justifie l'existence au niveau national d'une institution, la Caisse de péréquation. Par ailleurs, le budget provincial doit être tiré du programme économique provincial et en représenter une tranche annuelle de sa mise en œuvre. L'assemblée provinciale, en ce qui la concerne, doit édicter des édits devant garantir un fonctionnement efficace du gouvernement. En outre, elle doit en aval, assurer un contrôle efficace de la mise en œuvre du programme économique provincial, lequel aura été approuvé au préalable par elle.

Ce que je pense est que le choix et la désignation des dirigeants de l'assemblée provinciale et du gouvernement de la province constituent de décisions capitales devant entraîner, soit le développement, soit le sous-développement de la province. En effet, au regard des rôles clés que sont appelés à jouer l'un et l'autre dans la sphère provinciale, les atouts de leadership et de management demeurent cruciaux pour la réussite du programme économique. Voilà pourquoi le gouverneur de province, considéré comme chef du gouvernement provincial, doit être compétent, c'est-à-dire, disposer d'une base de connaissances intellectuelles solide et d'une expérience avérée dans la gestion. Le président de l'assemblée provinciale, en ce qui le concerne, doit être un homme politiquement rodé et capable de garantir la stabilité et l'efficacité du gouvernement provincial. Il devra veiller à l'équilibre stratégique, et parfois fragile, entre les intérêts des forces politiques en présence au sein de l'assemblée et les objectifs socio-économiques de la province devant être réalisés par le gouvernement provincial. Le binôme « président de l'assemblée provinciale » (avec tous les députés) et « gouverneur de province » (avec tous les ministres), constituent donc le nœud gordien de la problématique de la réussite du découpage territorial.



Ce que je pense est que le découpage territorial initié en 2013 est en train d'échouer lamentablement. Non pas parce que la réforme initiée est mauvaise, mais tout simplement parce que sa mise en œuvre est calamiteuse. En effet, rarement les conditions permissives à son succès ont été réunies. Dans la plupart de cas, les gouverneurs de province ainsi que leurs ministres ne répondent pas aux critères d'efficacité. Certains d'entre eux n'ont pas le niveau d'études requis pour occuper la fonction. On voit parfois des commerçants, des sportifs, des musiciens, de débrouillards, et autres coursiers, tous limités intellectuellement et sans expérience dans la gestion, devenir des gouverneurs. Certains d'entre eux, bien qu'originaires de la province, n'y ont jamais vécu. Ils y arrivent pour la première fois juste pour occuper la fonction. La plupart de gouverneurs n'amènent pas leurs familles en province. Celles-ci sont, soit à Kinshasa, soit à l'étranger. Le chef-lieu de la province n'est qu'un lieu de travail occasionnel et non une ville d'accueil et de vie permanente. Aussi tôt la charge terminée, le gouverneur rentre chez lui, abandonnant ses concitoyens de la province. Par ailleurs, dans la plupart des cas, le gouverneur de province ne bénéficie pas de l'appui de l'assemblée provinciale dont l'objectif est malheureusement souvent politique que socio-économique. Le président de l'assemblée et ses collègues députés reprochent souvent au gouverneur de ne pas bien s'occuper des élus du peuple. Ces derniers se préoccupent plus de leurs situations individuelles que de celle de la population. Il s'en suit des motions de toute nature pour faire partir le gouverneur. L'instabilité de gouverneurs est principalement justifiée par cette guéguerre perpétuelle entre les chefs de l'exécutif provinciaux et les députés provinciaux pour des intérêts plutôt financiers que de développement. La Conséquence est connue : près de 16 gouverneurs sur 26 ont été déchus de leurs fonctions depuis le début de cette législature. Cette instabilité a été la même au cours de la magistrature passée.

Ce que je pense est que l'échec du découpage n'est nullement lié à la question des originaires et non originaires de provinces. Les meilleurs gouverneurs de province devraient être des originaires, comme on le voit dans les grandes démocraties, aux Etats-Unis, en France ou en Grande Bretagne. Nous n'avons pas à inventer la roue dans ce domaine. Il en est de même des maires ou bourgmestres des villes ou des cités. Cela procède de la logique la plus simple : la personne la plus liée à un milieu qu'elle connaît mieux est en mesure d'offrir le meilleur d'elle-même qu'une autre. Ce serait une erreur monumentale de vouloir revenir au principe de gouverneurs non originaires. Mais, il faut que le gouverneur originaire soit compétent et expérimenté pour faire le travail ! Que son gouvernement soit composé de ministres à la hauteur

de leurs tâches, et que son administration dispose des cadres valables au service de la province ! Que son gouvernement reçoive régulièrement les rétrocessions du gouvernement central. Que son objectif principal soit celui de servir le peuple et non pas de se servir ou de servir les mentors politiques qui l'ont porté à la fonction, comme c'est le cas le plus souvent. Et qu'il bénéficie de l'appui de l'assemblée provinciale, et principalement de son président, dont il a besoin pour matérialiser son programme. Ce dernier devra faciliter l'adoption par l'assemblée provinciale de réformes nécessaires à l'implémentation du programme et budget provinciaux. Cette entité législative provinciale doit veiller à la mise en œuvre d'un leadership et d'une gouvernance de qualité, lesquelles conditionnent la réussite du programme économique provincial.

Ce que je pense est que les opérateurs politiques ainsi que leurs regroupements doivent cesser de s'ingérer dans la désignation de gouverneurs de province dans le but de satisfaire leurs propres intérêts financiers et politiques en lieu et place de ceux socio-économiques de la province. Actuellement, plusieurs candidats proposés par les regroupements politiques sont contestés par la population de provinces. Des candidats médiocres, de surcroît non acceptés par la population, ne peuvent jamais, une fois nommés, produire de miracles. Par ailleurs, le gouvernement central devra cesser de violer continuellement la constitution et les lois du pays en s'immisçant de manière flagrante dans la gestion des organes provinciaux : certains gouverneurs sous motion de déchéance, souvent pour mauvaise gouvernance, sont rappelés à Kinshasa pour être protégés, d'autres déchus sont réinstallés juridiquement de force contre le gré de la population, tout comme certaines assemblées provinciales sont illégalement interdites de siéger pour décider du sort des gouverneurs impliqués dans la mauvaise gouvernance. En effet, on ne peut pas à la fois se lamenter de l'instabilité de gouverneurs et en même temps ne pas doter ceux-ci de moyens financiers requis pour le fonctionnement de leurs provinces. Il y a de provinces qui ont jusqu'à 10 mois d'impaiements de rétrocessions. On ne peut pas regretter le sous-développement des provinces, et par conséquent du pays, et au même moment se décider de nommer et protéger les médiocres d'entre les citoyens comme gouverneurs, essentiellement pour des objectifs électoralistes. C'est tout simplement chercher une chose et son contraire. En ce qui concerne les gouverneurs méritants, une fois nommés, ils doivent se mettre au travail pour l'intérêt de la population. Le Président de l'Assemblée provinciale ainsi que les députés provinciaux devront privilégier les intérêts de la majorité et appuyer le programme économique provincial.

Kinshasa, 22 mars 2022.

Résumé exécutif

Situation économique

- **Au niveau international**, l'année 2022 devrait être caractérisée par une récession de l'économie mondiale. D'après l'Organisation des Nations Unies (ONU), cette détérioration des perspectives économiques mondiales serait tributaire au conflit en Ukraine et à des changements de politiques macroéconomiques dans les pays avancés.
- L'OCDE projette une hausse du taux d'inflation pour l'année 2022, laquelle devrait principalement résulter d'une accélération des prix de l'énergie et de l'alimentation. Il s'ensuit que le relèvement des taux directeurs par les banques centrales des pays avancés permettrait de contenir cette pression des prix engendrée par la guerre en Ukraine.
- Sur les marchés financiers, les indices boursiers ont enregistré de fortes performances durant ce mois de mars 2022, après avoir drastiquement chuté durant les mois de janvier et février 2022 suite à l'escalade des tensions géopolitiques en Ukraine. La faible probabilité de récession mondiale en 2023 communiquée par la Fed aurait contribué à propulser la valorisation boursière au cours de ce mois, car améliorant le niveau de confiance financière.
- En ce qui concerne le marché international des changes, la courbe de l'euro-dollar a rebondi en ce mois de mars 2022, après s'être enfoncée le mois précédent en raison des tensions en Ukraine. L'espoir naissant d'une avancée des négociations pacifiques entre la Russie et l'Ukraine a occasionné une légère dépréciation du billet vert. Du côté asiatique, le yen japonais s'est fortement déprécié vis-à-vis du dollar américain durant la dernière semaine de ce mois, à cause notamment de la hausse des rendements américains et la détérioration de la balance commerciale du Japon.
- S'agissant des matières premières, les cours du cuivre ont fortement évolué en dents de scie le long de ce mois de mars 2022, avec un pic de plus de 10 880 USD durant la première semaine du mois. Les prix de l'or ont maintenu leur phase ascendante amorcée depuis début 2022, en dépassant la barre symbolique de 2 000 USD à la clôture de la première semaine de mars 2022. Sur le marché du pétrole brut, les cours de l'or noir ont brutalement chuté en mi-mars 2022, après avoir accusé une solide tendance haussière durant les trois derniers mois, à la suite de l'intensification des efforts diplomatiques pour résoudre la crise entre Moscou et Kiev. L'augmentation de l'offre par les principaux producteurs devrait consolider la détente sur le marché en atténuant davantage la surchauffe des prix du pétrole.
- Après l'effondrement engendré par la pandémie en 2020, les échanges commerciaux ont fortement rebondi en 2021, avec une croissance estimée à 9,3% par l'Organisation Mondiale du Commerce. En termes de perspectives, les projections de cette institution onusienne tablent sur un taux de croissance évalué à 5,0% en 2022 et 4,5% en 2023. Cette décélération de la reprise du commerce implique que les échanges mondiaux retrouveront difficilement la trajectoire pré-Covid en fin 2022.
- **Au niveau national**, comme le mois précédent, le cadre macroéconomique est resté globalement stable. En effet, la dynamique du taux de change est restée globalement stable en mars 2022 bien que, comparé à son niveau de fin février 2022, le taux de change a connu une légère dépréciation de 0,01% sur le marché interbancaire et de 0,11% sur le marché parallèle. Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation hebdomadaire s'est établi à 0,33% à la quatrième semaine du mois de mars 2022. Ce qui induit un taux d'inflation, en cumul annuel de 1,96% contre 0,89% à la clôture du mois précédent. Le taux d'inflation en glissement annuel s'est situé à 6,25% à la quatrième semaine du mois de mars 2022. A ce rythme, il est prévu que le taux d'inflation à fin décembre 2022 se situe à 8,79% contre 5,91% réalisé à fin février 2022. Comparée à la situation de l'année précédente, une accélération des prix de 66,48% a été observée entre fin décembre 2021 (5,28%) et l'inflation attendue en fin décembre 2022 (8,79%).
- S'agissant du marché monétaire, il y a lieu de noter que les agrégats monétaires sont restés relativement stables par rapport au mois de février 2022. La base monétaire a légèrement baissé de 1,7% et la masse monétaire a connu un faible accroissement de 0,3%. Les crédits à l'État sont passés de 1 594 570 millions de CDF à 1 046 262 millions de CDF entre février et mars 2022, tandis que les crédits à l'économie (créances sur les

autres institutions de dépôt) sont passés de 1 327 157 millions de CDF à 1 402 157 millions de CDF durant la même période.

- Du côté des finances publiques le Trésor public a enregistré un déficit de 1 045 737 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 1 932 322 millions de CDF contre de recettes de 886 585 millions de CDF. Toutefois, les dépenses en capital de mars 2022 se sont accrues comparativement à février 2022 en passant de 277 000 millions de CDF à 616 861 millions de CDF à la quatrième semaine de mars 2022.
- Enfin, l'actualité économique du mois de mars 2022 a été marquée par plusieurs faits importants : (i) la reconduction, par la Namibie, du quota de pêche de la RDC jusqu'au 31 décembre 2022 ; (ii) le retrait des avions de Kenya Airways à Congo Airways ; et (iii) la présentation, par le Chef d'Etat Félix Tshisekedi, du programme de développement de 145 territoires aux députés provinciaux.

Situation politique

L'actualité du mois de mars aura été dominée par : (i) la proposition sur la révision constitutionnelle ; (ii) les réactions après la publication de la feuille de route par la CENI ; (iii) la rentrée parlementaire, (iv) l'attaque perpétrée par les troupes du M23 sur les positions des FARDC dans le territoire de Rutshuru et (v) le vote de défiance contre le ministre de l'Economie nationale accusé d'incompétence et d'inaction face à la détérioration du social du Congolais.

Au cours d'une sortie médiatique, le député national a fustigé l'attitude qu'affiche certains Congolais à l'égard du président de la République Felix Tshisekedi qui, selon lui, montre suffisamment sa volonté de changer la situation sociale des Congolais. Ce député estime qu'en 3 ans, le Président de la République ne pouvait pas mettre fin à la misère des Congolais, et que le projet de 145 territoires s'avère être une opportunité pour la RDC de jeter la base du développement ». Aussi, propose-t-il une révision constitutionnelle qui modifiera entre autres la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 ans.

Dans le chapitre de la préparation des élections, le groupe des personnalités de G13 mis en place en juillet 2020, a donné de la voix en relevant en détails les obstacles et contraintes soulevés dans la feuille de route publiée par la CENI au mois précédant et dont plusieurs points constituent des choix délibérés susceptibles de compliquer la tenue effective des élections en 2023, à 578 jours de l'échéance légale de convocation des élections générales.

A l'ouverture de la session de mars 2022, le mardi 15 mars, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, est revenu sur les contraintes évoquées par la commission électorale nationale indépendante (CENI) dans sa feuille de route en prélude des élections de décembre 2023, en rassurant qu'elles seront abordées au cours de cette nouvelle session parlementaire, en ce compris l'analyse et l'adoption de la proposition de loi modifiant et complétant la loi électorale, ainsi que le rapport annuel de la commission électorale nationale indépendante en application de l'article 28 de sa loi organique ». C'était également l'occasion pour lui d'inviter les institutions de la République et d'autres structures à respecter l'indépendance de la commission électorale nationale indépendante.

Les incursions et attaques perpétrées par les rebelles du M23, les 28 et 29 mars dans la localité de Tchanzu dans la province du Nord-Kivu, ont suscité de remous tant dans la classe politique que dans la population toute entière où des voix se sont élevées pour particulièrement fustiger l'attitude du Rwanda qui apporterait un appui conséquent auxdits insurgés. Même, une fois interpellé par le Ministre des Affaires Etrangères de la RDC, l'ambassadeur du Rwandais a vite rejeté ces accusations de l'implication de son armée, des élus du peuple ont voulu demander des comptes au ministre de la défense sur cette énième attaque.

Enfin, le mois de mars s'est clôturé avec le vote de défiance contre le ministre de l'Economie nationale. En effet, sur base d'une motion, le ministre à qui est reproché l'incompétence, l'inaction et la mauvaise gouvernance, et a été donné l'occasion de s'expliquer sur les causes de la hausse vertigineuse des prix, n'a pas échappé à la pression de la majorité qui a émis un vote le démettant de ses fonctions. En effet, quoiqu'étant de l'Union Sacrée, le ministre a vu le plus grand nombre de cette coalition au pouvoir, se désolidariser.

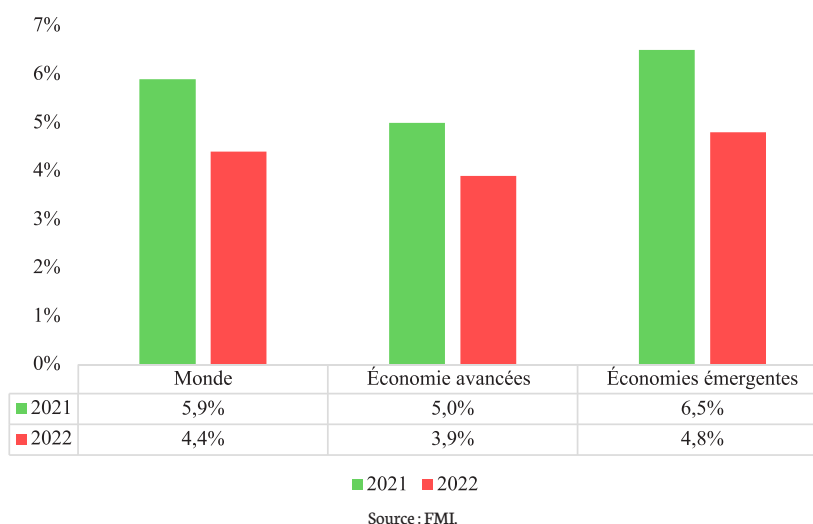
1. Contexte international

I.1. Croissance économique

Comme indiqué dans le précédent bulletin économique mensuel de Congo Challenge, l'année 2022 devrait être caractérisée par une récession de l'économie mondiale. D'après l'Organisation des Nations Unies (ONU), cette détérioration des perspectives économiques mondiales serait tributaire à la guerre en Ukraine et à des changements de politiques macroéconomiques dans

les pays avancés. Les projections indiquent que le taux de croissance mondial devrait passer de 5,9% en 2021 à 4,4% en 2022, soit 1,5 point de pourcentage de moins. En moyenne pour l'année 2022, les économies avancées devraient croître de 3,9% (contre 5,0% en 2021) et les économies émergentes de 4,8% (contre 6,5% en 2021).

Figure 1 » PROJECTIONS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE



La Figure 1 renseigne une récession généralisée, aussi bien au niveau des économies avancées que des économies émergentes. Comme énoncé ci-haut, ce recul de l'activité économique mondiale découle de l'incertitude causée par le conflit ukrainien, lequel est susceptible de renforcer la tendance de resserrement monétaire dans les pays avancés. Il s'ensuit que les effets économiques de cette guerre devront aggraver le

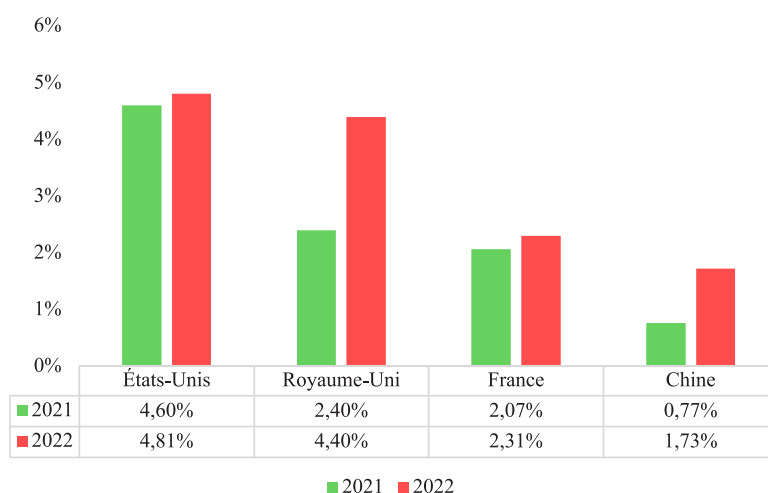
ralentissement économique dans le monde et affaiblir la reprise post-Covid. Par conséquent, il y a nécessité d'implémenter des politiques sectorielles, y compris le contrôle des prix et les subventions, pour s'attaquer aux pressions sur l'inflation (denrées alimentaires et produits énergétiques principalement) que ce climat d'incertitude génère.

I.2. Inflation

La hausse des prix de l'énergie et les ruptures d'approvisionnement devraient maintenir l'inflation à des niveaux élevés au cours de cette année. D'après l'OCDE, cette forte inflation persistera beaucoup plus longtemps, car les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix des

produits énergétiques devraient se poursuivre au rythme du conflit en Ukraine. Cette hausse du taux d'inflation – telle que le révèle la Figure 2 – résulterait principalement d'une accélération des prix de l'énergie et de l'alimentation.

Figure 2 » PROJECTIONS DU TAUX D'INFLATION DANS LE MONDE



Source : OCDE.

Face aux incertitudes qui entourent cette dynamique de l'inflation, le relèvement des taux directeurs par les pays avancés pourrait mettre en péril la stabilité financière et faire surgir des risques pour les flux de capitaux, les devises et les finances publiques des pays

en développement. Cependant, ce durcissement de la politique monétaire reste la solution optimale qui permettra de contenir cette pression des prix engendrée notamment par la guerre en Ukraine.





I.3. Marché financier

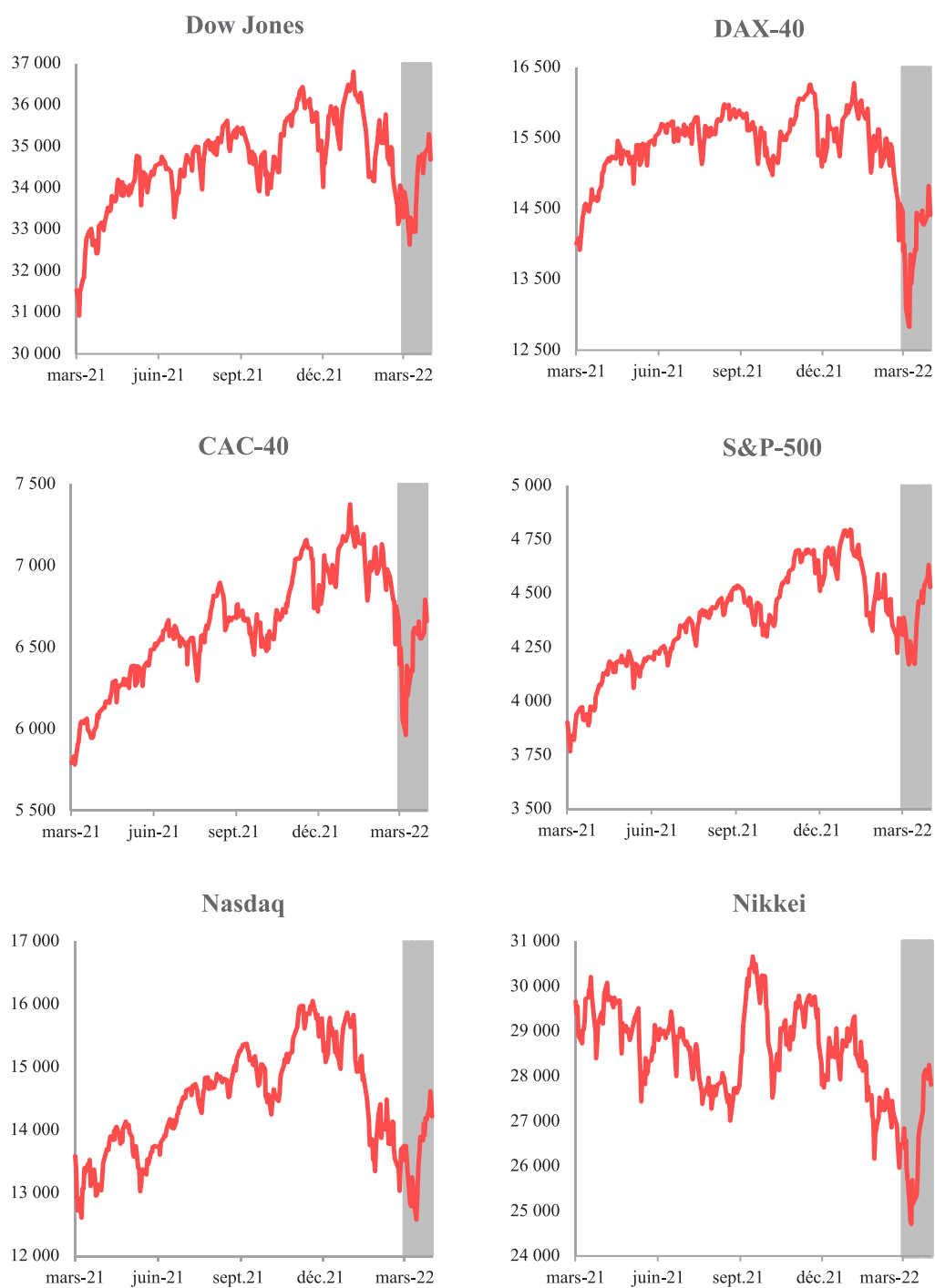
Après avoir drastiquement chuté durant les mois de janvier et février 2022 suite à l'escalade des tensions géopolitiques en Ukraine, les indices boursiers ont enregistré de solides performances durant ce mois de mars 2022. Sur le Wall Street, le Dow Jones, le S&P-500 et le Nasdaq ont respectivement atteint 35 200 points, 4 630 points et 14 160 points. Sur les marchés boursiers européens, les indices DAX-40 et CAC-40 ont atteint des niveaux de 14 820 points et 6 790 points respectivement. Pour ce qui est du Nikkei, sa trajectoire indique un pic de 28 250 points à la dernière semaine du mois de mars 2022.

Ces performances boursières se sont réalisées en dépit des risques liés à un éventuel resserrement de la politique monétaire américaine. Simultanément, la Fed estime que les chances que l'économie mondiale entre en récession en 2023 sont assez faibles. Cette dernière communication aurait contribué à propulser les marchés boursiers à la hausse, car améliorant la confiance financière et suscitant l'optimisme des opérateurs privés.





Figure 3 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS



Source : Macrotrends.

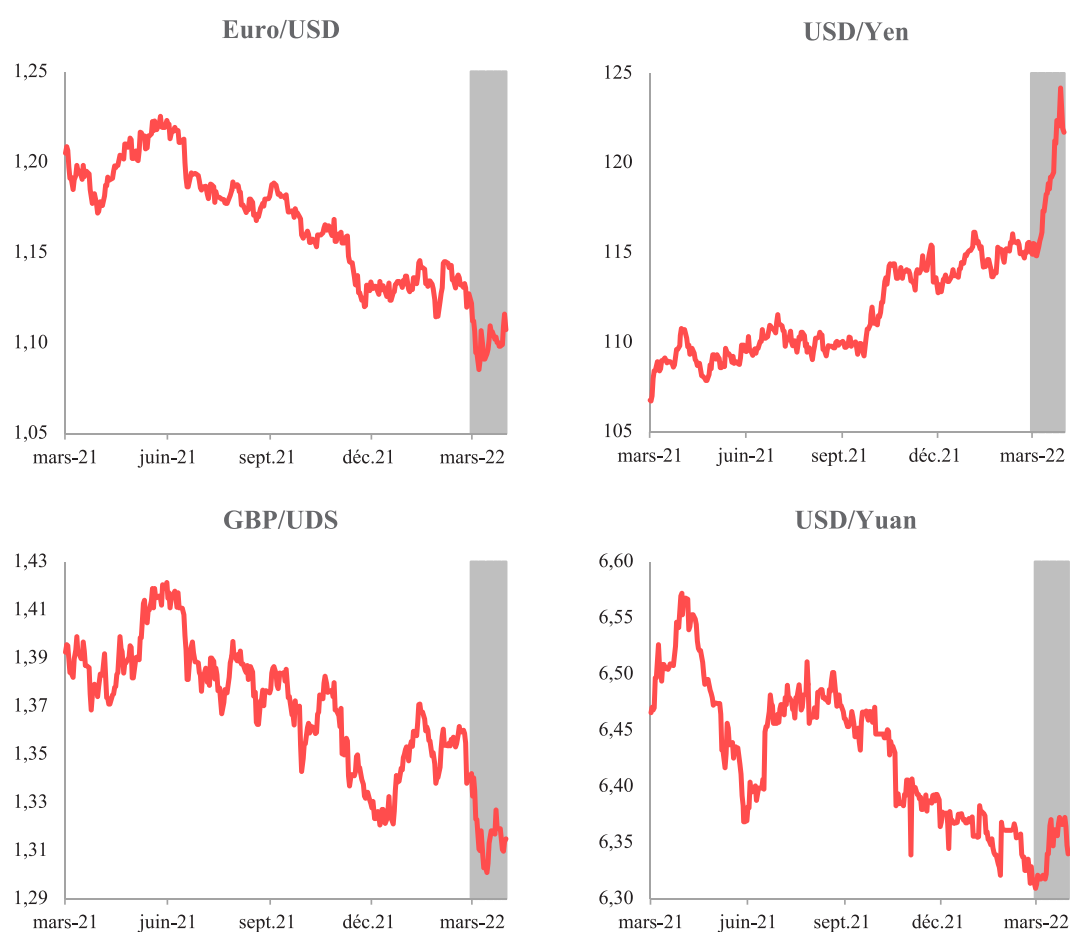
I.4. Marché des changes

Après s'être enfoncée le mois précédent en raison des tensions en Ukraine, la courbe de l'euro-dollar a rebondi au cours de ce mois de mars 2022. L'espoir d'une avancée des négociations pacifiques entre la Russie et l'Ukraine a occasionné une légère dépréciation de la devise américaine. Cet espoir naissant en temps de crise a également permis de soutenir les cours de la livre sterling, occasionnant ainsi le recul du billet vert.

Du côté du continent asiatique, le yen japonais s'est fortement déprécié vis-à-vis du dollar américain en avoisinant la barre de 125 JPY/USD durant la dernière semaine de ce mois. Cette faiblesse de la

monnaie japonaise aurait été accentuée par la hausse des rendements américains et la détérioration de la balance commerciale. Il en est de même pour le yuan chinois qui a subi une certaine pression par rapport à la monnaie américaine. Le taux de change de la monnaie de l'Empire du Milieu est passé de 6,31 CNY/USD en fin février 2022 à 6,34 CNY/USD en fin mars 2022, avec un pic de 6,37 CNY/USD en mi-mars 2022. Face à cette légère dépréciation, la Banque centrale chinoise devrait initier des programmes d'assouplissement monétaire (notamment la diminution du ratio des réserves obligatoires), mais au prix de l'inflation.

Figure 4 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX COURS DE CHANGES



Source : Macrotrends.



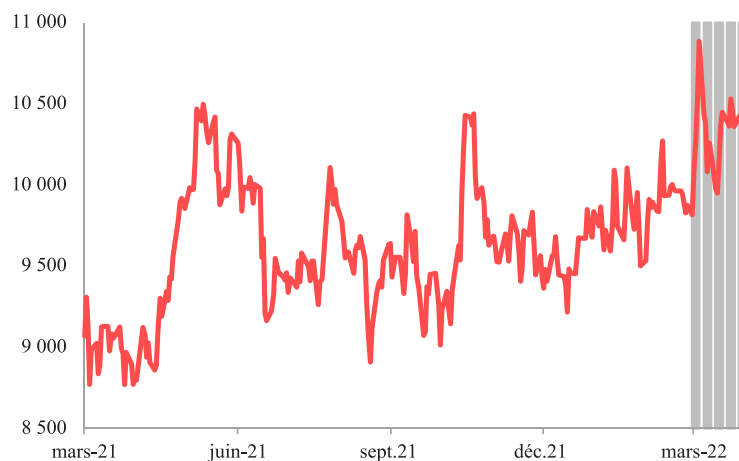
I.5. Marché des produits stratégiques

- Cuivre

Le long de ce mois de mars 2022, les cours du cuivre ont fortement évolué en dents de scie telle que l'indique la Figure 5. Dans cette dynamique, il faut noter un pic de plus de 10 880 USD la tonne métrique durant la première semaine du mois. Cette embellie est susceptible de s'expliquer par des tensions au niveau

de l'offre du métal rouge ainsi que par l'augmentation remarquable des importations chinoises. L'envolée des prix qui en résulte devrait se maintenir longtemps, à telle enseigne de compromettre les efforts actuels de transition énergétique.

Figure 5 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU CUIVRE (EN USD PAR TONNE)

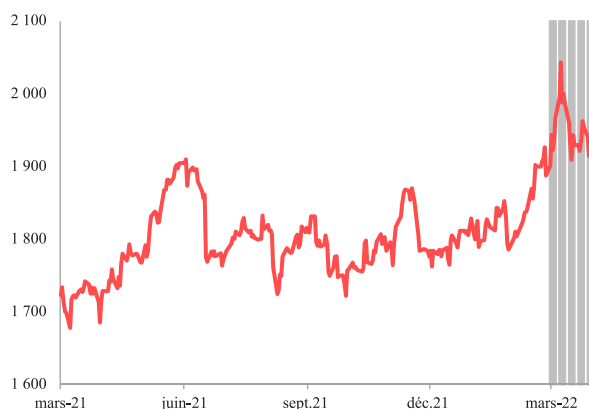


Source : Macrotrends.

- Or

Au cours de ce mois de mars 2022, les prix de l'or ont maintenu leur phase ascendante amorcée depuis début 2022. Comme pronostiqué par Congo Challenge dans son précédent bulletin économique mensuel, les cours du métal jaune ont dépassé la barre symbolique de 2 000 USD par once. En effet, à la clôture de la première semaine de mars 2022, une once d'or revenait à 2 043 USD. Le principal facteur explicatif de ce relèvement des prix demeure l'escalade du conflit en Ukraine qui continue de peser lourdement sur les actions et stimule la demande de métaux précieux en tant que valeur refuge. Il va de soi que les cours de l'or devront rester très dépendants des tensions géopolitiques en Europe de l'Est, hormis l'accalmie des prix.

Figure 6 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DE L'OR (EN USD PAR ONCE)



- Pétrole

Après avoir accusé une solide tendance haussière durant les trois derniers mois, les cours du pétrole brut ont brutalement chuté en mi-mars 2022 comme renseigné dans la Figure 7. Le Brent et le WTI ont respectivement atteint des creux de 104 USD et 95 USD le baril. Cette chute des prix serait tributaire à l'intensification des efforts diplomatiques pour résoudre la crise entre Moscou et Kiev. Les cours de l'or noir étant actuellement considérés comme

une mesure de la fièvre géopolitique, la détente sur le marché du pétrole brut ne pouvait donc être que prévisible.

Parallèlement, la menace d'instauration des sanctions (mesures d'embargo) par l'Union Européenne sur les livraisons d'hydrocarbures russes a fait grimper les prix de l'or noir durant la dernière moitié du mois courant. Il faut espérer que les principaux producteurs du pétrole révisent leur politique d'approvisionnement en augmentant le volume de production, car cette mesure devrait consolider la détente sur le marché en atténuant davantage la surchauffe des prix du pétrole.

Figure 7 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU PÉTROLE (EN USD PAR BARIL)

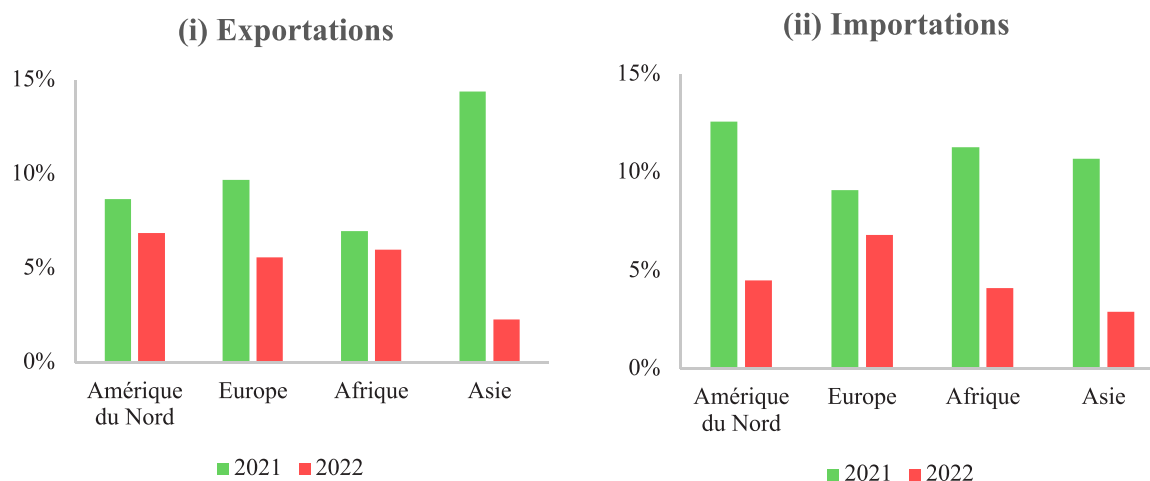


I.6. Commerce international

Après l'effondrement engendré par la pandémie en 2020, les échanges commerciaux ont fortement rebondi en 2021, avec une croissance estimée à 9,3% par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En termes de perspectives, les projections de cette

institution onusienne tablent sur un taux de croissance évalué à 5,0% en 2022 et 4,5% en 2023. Cette décélération de la reprise du commerce implique que les échanges mondiaux retrouveront difficilement la trajectoire pré-Covid en fin 2022.

Figure 8 » CROISSANCE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source : OMC.

Cependant, cette dynamique du commerce international masque d'importantes disparités géographiques. Durant l'année 2021, la reprise a notamment profité aux exportations de l'Asie, et en particulier de la Chine, mais le rythme devrait considérablement ralentir en 2022 (cf. Figure 8).

Les importations, quant à elles, ont également connu une croissance à deux chiffres dans la quasi-totalité des régions du monde en 2021. Les grands marchés de consommation que sont les États-Unis et l'Europe devraient connaître encore une progression significative en 2022.



2. Contexte national

II.1. Evolution de l'économie nationale

L'actualité économique du mois de mars 2022 a été marquée par plusieurs faits notables dont (i) la reconduction, par la Namibie, du quota de pêche de la RDC jusqu'au 31 décembre 2022 ; (ii) le retrait des avions de Kenya Airways à Congo Airways ; et (iii) la présentation, par le Chef d'Etat Félix Tshisekedi, du programme de développement des 145 territoires aux députés nationaux et provinciaux. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous :

1. Reconduction, par la Namibie, du quota de pêche de la RDC jusqu'au 31 décembre 2022

Pour rappel, face à la résistance des importateurs des produits de grande consommation en RDC en ce qui concerne l'application des prix concertés avec le Gouvernement, ce dernier avait levé l'option de négocier avec la Namibie sur un quota de pêche des chinchards à mettre à la disposition des opérateurs économiques congolais pour assurer l'application des prix arrêtés. Ainsi, 6 millions de dollars américains étaient requis pour l'obtention du quota de pêche de vingt-sept mille trois cents (27.300) tonnes de chinchards dans les eaux namibiennes. Cependant, ce processus a été confronté à un obstacle majeur : le temps pris par le gouvernement pour débloquer les fonds nécessaires pour le dénouement de cette activité.

Malgré ce retard, le Gouvernement congolais a fini par obtenir ce quota en février 2021. C'est au 15 mars 2022 que la Namibie a décidé de reconduire ce quota pour l'exercice 2022 par une correspondance du Ministre de la pêche de Namibie dans laquelle ce dernier informe le Ministre de l'Economie nationale de la RDC de cette décision.

Dans cette correspondance, le Ministre de la pêche namibienne précise que le navire qui sera utilisé pour les opérations de pêche devra utiliser au moins 55% de la main d'œuvre namibienne. Une manière de créer des emplois pour les locaux. A ceci s'ajoute l'obligation de

la partie congolaise d'informer la partie namibienne, à la fin de la saison de pêche, sur les tonnes métriques de poissons réellement pêchés et la différence, le cas échéant. Dans tous les cas, la partie namibienne a précisé que ce quota expire au 31 décembre 2022 et qu'il ne sera pas sujet à une prolongation.

A la lumière de tous les éléments sus-évoqués, il apparaît que le recours au quota namibien pour la couverture de la demande congolaise n'est pas pertinent et n'est qu'une solution de court terme (expiration au 31 décembre 2022) et une perte des ressources financières (6 millions d'USD pour l'obtention du quota) qui ne fait que couvrir temporairement des problèmes structurels. En effet, la RDC dispose d'un potentiel halieutique estimé à plus de 700 000 T par an à travers ses nombreux lacs, rivières, fleuves et 37 kms sur la côte Atlantique. Cependant, malgré ce potentiel, la production du pays (le niveau actuel de capture) reste très faible, estimée à environ 250 000 T par an, représentant 31,1% de ce potentiel centré essentiellement sur la pêche artisanale selon le FAO. Ainsi, pour satisfaire la demande en poissons, elle est obligée d'importer 200 000 T des poissons par an dont les poissons chinchards accessibles à toutes les bourses alors que le besoin en poissons est estimé à 450 000 T par an.

Ceci montre la nécessité d'opérer des réformes pertinentes dans ce secteur afin de mieux organiser et moderniser cette filière en installant des nouvelles pêcheries industrielles ou semi-industrielles avec des bateaux de pêche et en formant et organisant les pêcheurs artisanaux dans des coopératives. Ce, pour assurer une production optimale permettant de satisfaire le besoin local en poissons et de générer les devises en vendant les surplus au reste du monde.

2. Retrait des avions de Kenya Airways à Congo Airways

En 2021, un partenariat a été conclu entre les sociétés Kenya Airways et Congo Airways dans le cadre du protocole d'accord signé à Kinshasa et validé par les Présidents Uhuru Kenyatta et Félix Tshisekedi pour la relance et l'expansion de la compagnie nationale. Cette coopération entre les deux compagnies prévoyait un partage de code de fret et Kenya Airways avait également proposé des cours, via son Pride Center ainsi que les échanges de son personnel technique afin d'assurer le transfert de compétences entre les deux compagnies aériennes. Malheureusement, ce partenariat n'a pas abouti suite à plusieurs contraintes, notamment (i) l'insolvabilité de la partie congolaise, selon Kenya Airways, qui n'a pas pu honorer son engagement du contrat de leasing et ; (ii) des difficultés strictement opérationnelles, selon Congo Airways.

Le retrait de deux avions Embraer E190 de la société Kenya Airways de la flotte de Congo Airways suscite des interrogations sur la capacité de la compagnie nationale d'assurer la continuité de son activité et la desserte des différentes lignes. Ces inquiétudes se sont accentuées avec la perturbation de certains vols et l'absence de couverture de certaines lignes desservies par le passé.

Cette situation pourrait détériorer davantage les finances de Congo Airways et à terme, si aucune disposition pertinente n'est prise, voir cette société tomber en faillite comme la plupart des grandes sociétés étatiques que le pays a connu dans son histoire. Dans un pays où les voies de communication entre provinces sont quasi-inexistantes, un tel scénario accentuerait l'enclavement de certaines provinces du reste du pays avec toutes les conséquences socio-économiques y rattachées.

De l'autre côté, il y a aussi à craindre une augmentation de prix des billets d'avion par les autres compagnies privées suite à la forte demande qui découlerait de cette situation. D'où la nécessité de (i) mettre en place des réformes pertinentes dans ce secteur afin de revigorer Congo Airways ; (ii) mettre de l'ordre dans ce secteur en apportant les appuis nécessaires aux sociétés

actives dans le domaine aérien ; et (iii) de réhabiliter les infrastructures aéroportuaires du pays qui sont les points d'accès de certaines villes et provinces enclavées.

3. Présentation, par le Chef d'Etat Félix Tshisekedi, du programme de développement des 145 territoires aux députés nationaux et provinciaux

Le Président de la République a présenté devant les députés nationaux et provinciaux un programme de développement de 145 territoires du pays (PDL-145T). Ce programme prévoit des investissements dans les infrastructures routières (notamment celles de déserte agricole), éducatives, sociales (stations d'adduction en eau potable, etc.) ainsi que la construction des hôpitaux pour un financement global de 1,6 milliard de dollars américains (soit près de 110 millions par territoire) dont une partie financée par le gouvernement et l'autre par ses partenaires financiers traditionnels.

Le Président de la République a indiqué que ce programme vise la réduction de la pauvreté ainsi que des disparités sociales entre les villes et le monde rural. A ce titre, il a renseigné que le programme adoptera une approche centrée sur le monde rural.

Ainsi, pour maximiser les chances de succès du programme, le Chef de l'Etat a attiré l'attention des députés provinciaux sur la nécessité de combattre la corruption qui est un fléau qui tire le pays vers le bas. A ce titre, un protocole d'accord a été signé entre d'une part, l'exécutif et d'autre part, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Bureau central de la coordination (BCECO) et la Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) pour s'assurer de la bonne gestion des fonds alloués à ce programme. Ce protocole d'accord confère aux agences précitées le pouvoir de contrôle de passation des marchés publics et l'organisation des audits tant internes qu'externes.

A la lecture des éléments sus-évoqués, il s'avère que le concept développé dans ce programme est intéressant. Cependant, certains éléments peuvent empêcher l'atteinte des objectifs poursuivis. Il s'agit notamment de la question des fonds alloués au Programme. En

effet, pour une meilleure exécution dudit programme, il serait judicieux que les allocations des fonds par territoire ne soient pas équiproportionnelles du fait des différences géographiques et des niveaux de développement économique de chaque territoire. Ainsi, le montant moyen par province pourrait être insignifiant compte tenu du fait que les projets d'infrastructures nécessitent l'injection des sommes importantes.

Aussi, les évolutions récentes ont montré qu'il existe une tendance de plus en plus accrue des détournements des deniers publics alloués aux projets d'infrastructures. La problématique concernant ce projet serait donc de choisir les firmes compétentes et les hommes qu'il faut pour la gestion desdits projets ainsi que la mise en place des mécanismes de contrôle rigoureux permettant de s'assurer de la bonne allocation et affectation des ressources mises à la disposition de chaque territoire. Sur ce point, rien n'est garanti et il est possible d'assister à des nouvelles scènes de détournements massifs des deniers publics. Le protocole d'accord sus-évoqué entre l'exécutif, le PNUD, le BCECO et la CFEF est un premier pas. Le plus important est l'opérationnalisation des contrôles efficaces et le respect des normes de gestion des projets.

En effet, la gestion de projet est une discipline rigoureuse avec des principes précis qui permettent de maximiser les chances de succès (atteinte des objectifs) de celui-ci. Ces principes prennent en compte : (i) la définition des piliers (vision) ; (ii) l'identification des parties prenantes et des intérêts de chacune d'entre elles ; (iii) la réalisation des états de lieux et cahier de charges du projet ; (iv) la définition des critères pertinents ; (v) la passation des marchés ; etc.

En ce qui concerne le projet PDL-145T, le processus de passation des marchés a été enclenché et un appel à manifestation d'intérêt a été lancé aux entreprises et individus pour soumissionner leurs propositions. Cependant, ledit processus n'a pas respecté les étapes postérieures requises dans le cadre de la gestion des projets. Ce qui pourrait jouer en défaveur de l'atteinte des objectifs de développement poursuivis par ce programme.

Par conséquent, il est impérieux d'examiner en profondeur ce programme et d'apporter les ajustements qu'il faut (notamment rattraper toutes les phases importantes, non réalisées, de gestion de projet), de mettre en place des mécanismes de contrôle appropriés ainsi que ceux de décaissement des fonds avant de lancer un tel programme qui, s'il est bien exécuté, pourra contribuer au développement du pays via la modernisation du monde rural.

Encadré 1. Adhésion de la RDC dans la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est : Quels dividendes pour la RDC ?

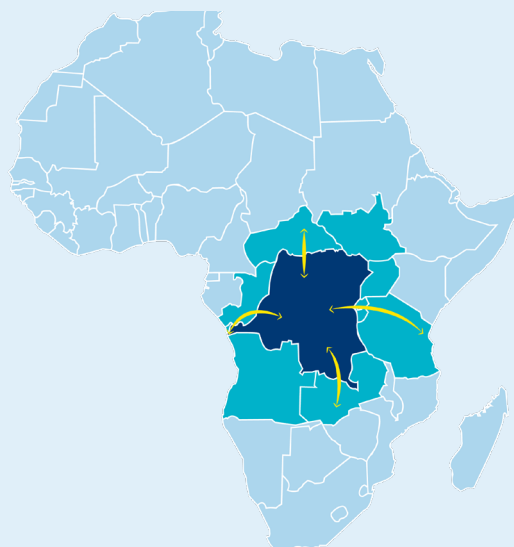
Après avoir formulé en 2019 sa demande d'admission à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC)¹, la République Démocratique du Congo a adhéré officiellement ce mardi 29 mars 2022 à cette communauté, lors d'un sommet tenu en ligne par des dirigeants de Etats membres. Elle est le 7^{ème} pays membre de cette communauté et le plus grand en termes de démographie dont les potentialités économiques et les opportunités d'investissement sont énormes.

La question demeure non élucidée sur les avantages que tire la RDC dans sa multi-appartenance dans les communautés économiques régionales (CER). D'aucuns estiment que les intégrations régionales dont la RDC fait partie n'ont pas encore produit des résultats escomptés sur tout le plan. Pis encore, elle n'est pas toujours en bonne relation avec certains membres de dans certaines zones. Par contre certaines personnes affirment que cette appartenance de la RDC dans diverses communautés économiques régionales est essentiellement basée sur (i) la recherche de la paix en termes de sécurité pour certaines zones frontalières ; (ii) le libre-échange de personnes et de leurs biens.

1. L'EAC est une communauté économique régionale initialement fondée en 1967, dissoute dix ans plus tard puis véritablement recréée en 2001. Elle est constituée de 6 pays membres dont le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, Soudan du Sud et le Rwanda. Cette communauté se veut une union monétaire dont les compétences vont de l'intégration financière, au maintien de la paix et en passant par le respect de la bonne gouvernance.

Cette affirmation se justifie du fait que la RDC se retrouve au cœur de l'Afrique avec 9 pays voisins et elle est à la croisée des chemins de plusieurs influences et possibilités de rayonnement vers différentes régions du continent². La RDC est constituée en trois ensembles économiques dépendants des mouvances d'échanges extérieurs³.

Selon la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) dans son rapport 2019 sur le développement économique en Afrique, les exportations intra-africaines ont représenté 16,6% en 2017 et les échanges intra-africains ont représenté 15,2% du total des exportations de l'Afrique pendant la période 2015-2017. Tandis que les échanges intrarégionaux des communautés économiques régionales ont été de 3,1 milliards dans entre les Etats de l'EAC, soit 48,3% de part du commerce intra-communautaire dans le commerce africain total. Il apparaît que les échanges intrarégionaux entre les états de CER n'ont pas été significatifs par rapport aux échanges vers le reste du monde.



Source : Courants d'échanges extérieurs naturels en RDC.

Partant de ce qui est dit ci-haut, l'adhésion de la République Démocratique du Congo dans l'EAC serait motivée peut-être par des raisons politiques dont le but est de ramener la paix dans la région de l'Est, qui est sous l'emprise de groupes armés depuis déjà deux décennies et du fait que le CEPGL et tous ses mécanismes mise en place n'ont pas apporté des résultats escomptés en termes de sécurité et de paix. En se tournant vers cette communauté, la RDC s'attend à une résolution de ses conflits armés à travers une forte implication et un engagement commun de tous les membres. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la RDC supporte depuis des années l'hypocrisie de certains états membres faisant partie tant du CEPGL que de l'EAC qui joue le rôle clé dans ces conflits en dotant en armes les miliciens et une partie de leur terre sert de base arrière pour ces belligérants.

S'agissant des raisons économiques, l'EAC constitue une région très compétitive en termes de dynamisme existant sur ce marché. La RDC à travers la route de Kasindi via Kampala trouve une sortie vers l'océan Indien par le port de Mombasa, qui est très avantageux pour les commerçants congolais exerçant leurs activités dans l'ancienne province orientale et dans le Nord-Kivu. La RDC qui est un vivier, se présente comme un débouché pour les états membres dont certains ont des économies fortes et trouvent à cette adhésion une opportunité d'investissements. A travers cette adhésion de la RDC, les échanges dans la région pourront s'intensifier grâce à la réduction des coûts ainsi que la réduction des tarifs douaniers pour les marchandises.

2. François Kabuya Kalala et Tshiunza Mbiye, Communautés Économiques Régionales : Quelle Stratégie d'intégration en RDC ? Kinshasa, mai 2010, dans l'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2009-2010, p337.

3. Selon les auteurs, on distingue : (i) la mouvance de l'Afrique australe dans laquelle s'insèrent les provinces du Katanga et des deux Kasai ; (ii) la mouvance de l'Outre-mer et de l'Afrique centrale qui intéressent la capitale Kinshasa et les provinces du Bas-Congo et de l'Equateur ; (iii) et la mouvance de l'Afrique orientale dans laquelle s'inscrivent le grand Kivu et la Province Orientale.

Cependant, la tendance des échanges dans cette zone économique n'a pas été en faveur de la RDC. En effet, en 2019, les exportations de la RDC vers les états membres de l'EAC ont été évalué à 5% de la valeur des exportations tandis que les membres de cette organisation ont exporté vers la RDC près de 940 millions de dollars américains de marchandises. D'où la nécessité pour la RDC de réorganiser son mode de production et de mettre en place des mécanismes permettant d'accroître sa production ainsi que sa compétitivité afin d'inverser cette tendance et de tirer meilleure partie des échanges économiques dans ladite zone. Aussi, la RDC pourrait profiter des infrastructures routières et énergétiques transfrontalières et bénéficier du projet de chemin de fer reliant le port tanzanien de Dar es salam à l'Est en passant par le Rwanda.

Du point de vue linguistique, l'adhésion de la RDC à l'EAC va apporter la diversification linguistique et culturelle étant donné que le français sera ajouté comme troisième langue à part les deux autres langues dont l'Anglais et le Swahili.

II.1.1. Activité économique

Depuis le début de l'année 2022 et au cours du mois de mars, la République Démocratique du Congo, classée parmi les pays à faible revenu selon la dernière note de la Banque mondiale catégorisant les pays en fonction de leur revenu, demeure extrêmement vulnérable face aux chocs externes et internes.

Au mois de mars 2022, l'activité économique a connu une série de chocs qui démontrent une fois de plus cette vulnérabilité, avec des conséquences néfastes sur l'économie nationale, notamment la détérioration de certains indicateurs économiques.


Durant le mois considéré, les prix ont connu une évolution à la hausse et les réserves de change ont sensiblement baissé. Toutefois, le taux de change est resté stable.

Aussi, les prix des denrées alimentaires ont connu une hausse significative, et c'est pour plusieurs catégories des produits qui occupent une place de choix dans le panier de la ménagère en RDC. Il s'agit notamment des prix de : riz, farine de maïs, l'huile de palme et végétale, légumes, cosmétique, etc. Cependant, alors que la valeur du dollar américain est demeurée relativement stable sur le marché de change, la hausse des prix sur le marché semble trouver d'autres explications hormis celle liée à la dollarisation de l'économie congolaise. Sachant que l'économie congolaise est extravertie, l'inflation mondiale induite par la Covid-19 et l'effet mécanique

de la hausse des prix du pétrole suite à l'invasion de l'armée russe en Ukraine se sont répercutés sur les prix des produits importés en RDC, notamment le riz, la semoule de maïs, etc.

En ce qui concerne les réserves de changes, le comité de conjoncture économique a fait état d'une baisse significative des réserves de changes de 3,5 à 2,4 milliards de dollars, bien que le taux de change sur le marché soit resté stable. Selon ce comité, une partie des réserves aurait servi à financer le budget, notamment le Programme de développement des 145 territoires. Cette chute des réserves de change pourrait détériorer davantage la situation socio-économique du pays dans un contexte où le pays fait face à plusieurs défis dont l'insuffisance alimentaire, l'absence de stabilité des institutions, les divergences politiques accrues, les conflits armés à l'Est du pays, etc.

En effet, les réserves de change jouent le principal rôle de stabilisation de la monnaie en temps de dépréciation. Pour le cas d'espèce, il faut noter que malgré la stabilité du taux de change sur le parallèle comme sur l'interbancaire, les prix des biens et services ne font que grimper en dollars et en monnaie locale. Ainsi, le niveau actuel des réserves de change ne pourrait permettre de résoudre les problèmes sus-évoqués, surtout dans ce contexte où le pays dépend fortement des importations pour couvrir la demande nationale et où les entrées en devises ne sont pas substantielles suite



au faible niveau d'exportations. A ce titre, des efforts importants doivent être consentis et des réformes pertinentes devraient être mises en place pour inverser cette tendance et parvenir à la stabilisation du cadre macroéconomique.

D'un autre côté, le Fond Monétaire International (FMI) a mené une mission en RDC du 1er au 7 mars 2022, mission clôturée par une grande réunion de troïka politique présidée par le ministre des finances, qui a porté sur l'évaluation globale de la situation économique de la RDC dans le cadre du programme triennal avec le FMI. Lors de ladite mission, le FMI a aussi évalué l'utilisation d'une partie de la dotation d'environ 1,5 milliard de dollars approuvée en août 2021. Pour rappel, ce montant a été alloué à titre d'allocation des « droits de tirages spéciaux » (DTS), un mécanisme du FMI pour aider ses pays membres à faire face aux conséquences funestes de la crise économique due à la pandémie de Covid-19. A l'issue de ladite mission, le FMI a abouti aux conclusions ci-après : (i) le rebond économique en 2021, avec une croissance estimée à 5,7 %, a été soutenu par la reprise des secteurs minier et des services ; (ii) les risques à la baisse pesant sur les perspectives ont considérablement augmenté sous l'effet des évolutions externes et cela nécessite le maintien de politiques macroéconomiques prudentes ; et (iii) l'intensification de la mise en œuvre du programme de réformes des autorités soutiendra la reprise et renforcera la résilience de l'économie.

De l'autre côté, le gouvernement congolais a décidé d'attribuer la moitié de cette somme à des projets à caractère social et l'autre moitié au renforcement des réserves internationales de la Banque Centrale. Selon lui, cette initiative permettra de financer le programme dit de développement des 145 territoires pour faciliter l'accès des populations des zones rurales aux services de base comme l'éducation et la santé. Il dispose donc d'une enveloppe de plus de 700 millions de dollars sur un compte de la Banque centrale du Congo logé à la Banque des règlements internationaux, une institution financière de transit. Sur cette

enveloppe, une première tranche de 300 millions de dollars pourrait être incessamment débloquée et mise à disposition des agences en charge de la mise en œuvre desdits projets.

Cependant, comme signifié précédemment, des incertitudes demeurent quant au montage desdits projets ainsi qu'à l'atteinte des objectifs poursuivis. Les allocations financières par territoire, les affectations des ressources aux postes indiqués et les mécanismes de suivi et contrôle mis en place restent des problématiques à résoudre pour s'assurer de la bonne exécution desdits projets et l'atteinte des objectifs escomptés.

Dans un autre registre, en date du 24 septembre 2020, le gouvernement de la République Démocratique du Congo à travers son ministère des PTNTIC (Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) avait décidé de mettre en place le **Registre des Appareils Mobiles RAM**, géré par l'ARPTC (Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo) avec pour objectifs de vérifier des appareils mobiles conforme aux normes de la GSMA et l'UIT (Union Internationale de la Télécommunication) sur base du numéro IMEI ; bloquer l'accès à tout appareil contrefait ; Bloquer tout appareil mobile volé ou perdu etc.

Ces services susmentionnés, avaient comme contreparties le prélèvement obligatoire des unités d'appels sur toutes les cartes Sim dans le territoire national congolais mais sans avoir un soubassement légal, alors que la rémunération d'un service non sollicité par tout individu devient d'office une imposition. Les fonds collectés à travers cette taxe au bout d'une année ont été estimés à 266 millions de dollars américains par l'ODEP et étaient affecté à d'autres objectifs plutôt que ceux à quoi étaient destinés le service RAM au départ. Par exemple l'accompagnement de la gratuité de l'enseignement ou la rémunération des prestations de l'ARPTC n'étaient pas des objectifs de départ.

Le 01 avril 2022, à travers un communiqué, la FEC avait tiré la sonnette d'alarmes concernant une nouvelle taxe ayant les mêmes caractéristiques que celles du RAM. En effet, le Gouvernement congolais a réinstauré une autre forme de taxe de nouvelles rémunérations des prestations du Régulateur sur les services des Télécommunications frappant les services des télécommunications et de l'internet et portée par le Décret n°22/11 du 9 mars 2022 portant sur les modalités de calcul et les taux des revenus des prestations de l'ARPTC.

L'introduction de cette nouvelle taxe aura une incidence négative sur les prix des services offerts (des appels, SMS et internet) par les opérateurs et cela en vertu de la règle tarifaire de vérité des prix consacrée par la législation. Cette répercussion sur les prix touchera de plein fouet le pouvoir d'achat des consommateurs dans un pays où la situation socio-économique s'est largement dégradée et où la population peine à couvrir ses besoins élémentaires.

Ainsi, il serait plus pertinent pour le gouvernement d'apporter des réformes appropriées en matière de mobilisation des recettes et de mettre en place des mécanismes adéquats de contrôle afin de se doter des moyens pour financer l'action du gouvernement en lieu et place d'asphyxier davantage la population par l'introduction de ce type de taxe appauvrissante avec des incidences majeures sur le pouvoir d'achat de la population.

II.1.2 Dynamique des prix

Durant le mois de mars 2022, les prix ont généralement évolué à la hausse contrairement aux deux premiers mois de l'année 2022 où la dynamique des prix était stable.

L'inflation hebdomadaire s'est évaluée à 0,33% à la quatrième de ce mois contre 0,41% à la clôture du mois précédent.

Pour ce qui est du taux d'inflation en glissement annuel, il s'est situé à 6,25% durant cette même période, soit une hausse de 14,50% comparée à celui enregistré à la clôture de février 2022 où ce taux s'était fixé à 5,56%.

Quant au taux d'inflation annualisé, il est anticipé à 8,79% à la fin de cette année. Cette prévision est sensiblement supérieure à celle du mois précédent où l'inflation annualisée s'est établie à 5,91%, soit une variation positive de 48,64%. En même temps, cette prévision est supérieure à celle réalisée en fin 2021 où ce taux s'était établi à 5,28% observé en fin 2021. Ainsi, cette amplification de l'inflation pourrait conduire à un pessimisme des agents économiques quant à l'évolution future des prix. Un tel scénario pourrait conduire à la modification des comportements des agents économiques avec des conséquences qui pourraient déstabiliser davantage le cadre macroéconomique. Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'inflation en mars 2022.

Tableau 1 » ÉVOLUTION DE L'INFLATION (MARS 2022)

	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Inflation en glissement annuel	Inflation annualisée
Semaine 1	0,12	1,01	5,51	5,95
Semaine 2	0,20	1,21	5,63	6,43
Semaine 3	0,42	1,63	6,01	7,95
Semaine 4	0,33	1,96	6,25	8,79

Source : BCC, mars 2022.

Comme dans ses précédents mensuels, Congo Challenge insiste sur le fait que certains faits importants peuvent compromettre davantage le cadre macroéconomique. Il s'agit notamment de (i) l'instabilité politique alimentée par les tensions au sein de l'Union sacrée; (ii) l'insécurité à l'Est du pays, (iii) les dépenses importantes qui doivent être engagées pour la préparation des élections en 2023, ainsi que (iv) la poursuite de l'invasion russe

en Ukraine avec des potentiels conséquences sur la dynamique des prix du carburant et d'autres produits importés par la RDC.

D'un point de vue économique, il y a lieu de rappeler une fois de plus que l'accélération des prix pourrait être amplifiée par l'incapacité de l'Etat à mobiliser suffisamment des recettes pour répondre aux besoins de l'Etat, notamment en ce qui concerne les élections

2023. Si l'Etat recourt à la création monétaire ou aux réserves de changes pour financer les élections à venir, les conséquences sur le cadre macroéconomique pourraient être désastreuses. Ainsi, Congo Challenge insiste sur la nécessité d'opérer des réformes pertinentes en matière de mobilisation de recettes publiques pour financer les besoins de l'Etat et asseoir la stabilité macroéconomique.



II.1.3 Marché monétaire

Durant le mois de mars 2022, les agrégats monétaires sont restés relativement stables par rapport au mois précédent. La base monétaire a légèrement baissé de 1,7% et la masse monétaire a connu un faible accroissement de 0,3%. La baisse de la base monétaire s'explique par la diminution des avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale, et l'accroissement de la masse monétaire par l'augmentation de la circulation fiduciaire.

Du côté des contreparties de la masse monétaire, les crédits à l'Etat sont passés de 1 594 570 millions de CDF à 1 046 262 millions de CDF entre février et mars 2022, tandis que les crédits à l'économie (créances sur les autres institutions de dépôt) sont passés de 1 327 157 millions de CDF à 1 402 157 millions de CDF durant la même période. Cette hausse du concours à l'économie découle d'une politique de refinancement appliquée par la BCC pour permettre aux banques commerciales de financer divers projets d'investissement.

Tableau 2 » INDICATEURS CLÉS DU SECTEUR MONÉTAIRE (EN MILLIONS DE CDF)

	Févr-22	Mars-22	Variation
Base monétaire	5 582 530	5 486 356	-1,7%
Circulation fiduciaire	2 861 652	2 946 627	3,0%
Réserves obligatoires	2 432 193	2 496 558	2,6%
Masse monétaire	26 327 578	26 412 553	0,3%
Monnaie (M1)	22 151 571	22 236 546	0,4%
Quasi-monnaie	4 176 007	4 176 007	0,0%
Crédits nets à l'Etat	1 594 570	1 046 262	-34,4%
Crédits à l'économie	1 327 157	1 402 157	5,65%

Source : BCC.

II.1.4 Taux de change et réserves de change

Tout au long du mois de mars 2022, le profil temporel du taux de change est resté stable comme c'est le cas depuis le début de l'année tant sur le marché interbancaire que sur le marché parallèle. Toutefois, comparé à son niveau de fin février 2022, le taux de change a connu une très légère appréciation de 0,01% sur le marché interbancaire où il est passé de 2 000,97 en fin février 2022 à 2 000,78 à la quatrième semaine de mars 2022.

Sur le marché parallèle, le taux de change a aussi connu une légère dépréciation entre fin février 2022 et la quatrième semaine de mars 2022 en passant de 2 028,83 à 2 031,00 (soit une variation positive de 0,11%).

Tableau 3 » ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	Clôture février 2022	mars 2022				Variation février – mars 2022
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	
Marché interbancaire	2 000,97	1 999,98	1 999,15	1 999,77	2 000,78	-0,01%
Marché parallèle	2 028,83	2 030,50	2 036,67	2 035,33	2 031,00	0,11%

Source : BCC.

S'agissant des réserves de change, elles se sont détériorées au fil des mois. En effet, les réserves de change sont passées de 3 482,00 millions d'USD en fin janvier 2022 à 2 800,00 millions d'USD en fin février 2022 avant de se situer à 2 400,00 millions d'USD à la quatrième semaine de mars 2022, soit des variations négatives de 19,59% et 1,43% respectivement entre janvier et février 2022 et entre février et mars 2022. Rapporté en nombre de mois d'importations, il s'établit

que l'économie congolaise a perdu sa capacité de fin janvier 2022. La couverture des importations par les réserves de changes est passée de 3,03 à 2,50 mois entre janvier et février 2022 et de 2,50 à 2,40 mois entre fin février 2022 et la quatrième semaine de mars 2022, soient des baisses respectives de 17,65% et 3,75% entre janvier et février 2022 et février et mars 2022.

Le Comité de conjoncture économique a signifié que la baisse desdites réserves résulte au fait qu'une partie des réserves de change a servi à financer le budget de l'Etat, notamment le Programme de développement des 145 territoires qui nécessitent des fonds importants pour sa mise en œuvre dans un contexte où la pression fiscale reste faible. Ce qui renvoie à la problématique de mobilisation des recettes internes, de la gouvernance des finances publiques et

de la soutenabilité du budget. A ce rythme, il y a lieu de craindre un retour à la case départ et à une situation où les réserves de change ne seraient en mesure de couvrir 12 semaines d'exportations. D'où la nécessité, pour le gouvernement et la BCC, de consolider les réserves de change, notamment en mettant en œuvre les réformes indispensables pour soutenir la croissance des activités économiques afin d'échapper aux effets pervers sur le marché de change ainsi que sur les prix intérieurs.

Tableau 4 » ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE

	Clôture février 2022	mars 2022				Variation février – mars 2022
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	
En millions de USD	2 800	2 820	2,810	2 400	2 760	-1,43%
En mois d'importations	2,50	2,50	2,50	2,09	2,40	-3,75%

Source : BCC.

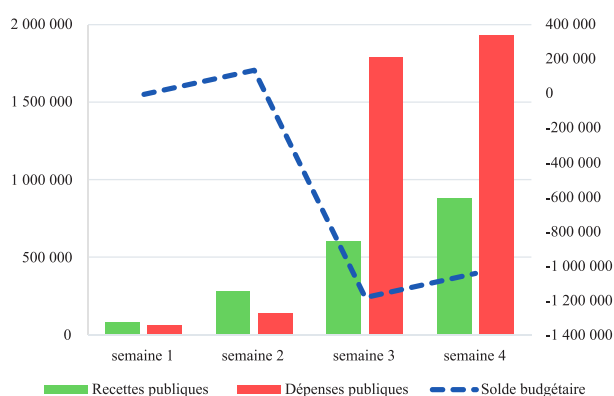


II.1.5 Finances publiques

Les statistiques du CTR (Ministère des Finances) montrent qu'à la quatrième semaine du mois de mars 2022, le Trésor public a enregistré un déficit de 1 045 737 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 1 932 322 millions de CDF contre de recettes de 886 585 millions de CDF. Le solde cumulé au mois de mars renseigne un déficit de 1 194 975 millions de CDF. Il y a lieu de noter que les dépenses en capital de ce

mois de mars se sont accrues comparativement à celles du mois dernier. Elles sont passées de 277 000 millions de CDF à 616 861 millions de CDF à la quatrième semaine du mois de mars 2022. Il s'observe une prise de conscience de la part des autorités congolaises qui mettent dorénavant l'accent sur les investissements en capital et cela est très encourageant dans le sens où ces investissements sont destinés à combler le manque d'infrastructures, à la construction des écoles, des hôpitaux etc.

Figure 9 » SITUATION DU SECTEUR PUBLIC AU MOIS DE MARS 2022 (EN MILLIONS DE CDF)



Source : Ministère des Finances.

En effet, jusqu'à la quatrième semaine du mois de mars, les rémunérations ont représenté près de 24,18% de l'ensemble des dépenses engagées. Toutefois, ces données pourront subir des changements importants, notamment avec les opérations de paie des fonctionnaires.

Encadré 2. La fraude et la contrebande minières en RD. Congo : une des sources majeures de l'appauvrissement du pays

La République Démocratique du Congo est un scandale géologique. En effet, on y trouve plus de 1100 différentes substances minérales, des ressources forestières, pétrolières, énergétiques et gazeuses. Pourtant, d'après les statistiques de la Banque mondiale, sur les 186 pays répertoriés dans le classement de ceux dont la rente des ressources naturelles représente une part élevée du PIB, le Congo a occupé la 16^{ème} place. Le total des bénéfices tirés des ressources naturelles a représenté 26,9 % du PIB. En parallèle, durant la même période, le Congo s'est retrouvé à la 104^{ème} position sur les 117 pays classés suivant la capacité de recouvrement des recettes, pour avoir atteint seulement 14,4 % du PIB. S'il existe des canaux de fuite ou de coulage des ressources financières devant renflouer les caisses de l'Etat, la fraude et la contrebande en sont un.

La fraude minière se définit comme étant « l'exploitation, la détention, le transport, la commercialisation ou l'exportation des produits miniers en violation du Code minier et de ses mesures d'application, du Code douanier, du Code des impôts ainsi que des dispositions de la réglementation de change et ce, dans le but de se procurer un bénéfice illicite au détriment des intérêts de l'Etat ». Il ressort de cette définition que cette infraction siège au carrefour de cinq disciplines juridiques : le droit pénal, le droit fiscal, le droit douanier, le droit minier et le droit financier (réglementation du change). Assimilée à la fraude, la contrebande est souvent liée à l'aspect transfrontalier. Elle est définie comme étant « l'exportation ou l'importation des produits miniers en dehors des points officiels de sortie ou d'entrée du territoire national, ou encore l'exploitation, la détention ou le transport des substances minérales réservées en violation des règles auxquelles elles sont soumises ». Substantiellement, la fraude et la contrebande minières se matérialisent par plusieurs formes et actes : les différentes opérations successives du circuit minier (la prospection, la recherche, l'exploitation, le traitement, la transformation, le transport, la commercialisation et l'exportation des substances minérales), les mesures administratives et/ou judiciaires, la violation de la législation douanière, fiscale et de la réglementation du change, la dissimulation, le contournement des restrictions quantitatives, le contournement des prohibitions légales ou internationales,...

La fraude et la contrebande minières s'opèrent dans un contexte particulier à l'Est de la RDC. Région ayant la réputation d'être l'épicentre de l'insécurité et de l'instabilité, la partie orientale de la République connaît la malédiction des ressources naturelles. L'enjeu sécuritaire est de taille pour couper le lien entre le conflit armé et l'exploitation illégale des ressources naturelles.

A cet effet, deux types de mécanismes de lutte contre ces fléaux sont mis sur pied, à savoir les mécanismes normatifs et les mécanismes institutionnels. Les premiers consistent à recourir d'un côté aux techniques d'approvisionnement responsable en minerais par la certification et la traçabilité des substances minérales et de l'autre, à la vérification de la fiabilité des documents obligatoires des opérateurs miniers. Il y a lieu de mentionner que cette vérification porte sur les registres, les rapports d'activités, le livres de compte, le registre des échantillons expédiés, le registre d'extraction, le registre des ventes,...En somme, le but est de contrôler l'exactitude du tonnage, de la teneur et les exigences de la réglementation du change, la déclaration, l'acquittement des impôts, taxes, droits et redevances. Concourent à la mise en application des mécanismes normatifs, certains services de l'Etat désignés sous le vocable de mécanismes institutionnels. Les services concernés sont multiples :

- La Direction Général des impôts détermine et administre des impôts sur le revenu, les dividendes, la valeur ajoutée, et d'autres taxes ;
- La Direction Générale des douanes et accises collecte les taxes douanières, les droits, les taxes à l'exportation et les frais de services d'exportation ;
- La Direction Générale des Recettes Administratives, des Domaines et des participations collecte les redevances minières, les frais requis pour les divers permis et autorisations, et les droits superficiaires ;
- Le Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses assure la traçabilité des substances minérales précieuses et semi-précieuses ainsi que des substances minérales d'origine artisanale depuis le comptoir d'achat ou dépôt jusqu'à l'exportation ;
- Le Commissariat Général à l'Energie Atomique délivre à l'exportateur des minerais un certificat d'évaluation de la radioactivité à l'exportation ;
- La Banque Centrale du Congo veille à la réglementation du change, par exemple dans l'aspect relatif au rapatriement des recettes d'exportation des produits miniers marchands et au paiement de la redevance de suivi de change ;
- La Division du commerce extérieur s'occupe de l'enregistrement des données sur les flux d'importation et d'exportation ;
- Le pouvoir judiciaire poursuit les présumés auteurs de fraude et contrebande minières ;
- La Direction des investigations et de l'inspection minière est chargée de l'inspection périodique et ponctuelle des activités minières aux bureaux, ateliers ou chantiers et à des heures d'ouverture aux fins de contrôle de la véracité des rapports et autres documents ;
- La Commission nationale de lutte contre la fraude minière conçoit et planifie des stratégies de lutte contre la fraude et la contrebande minières.

Tant que la fraude et la contrebande minières à grande échelle persisteraient dans une large mesure, l'Etat congolais aura difficile à réduire la pauvreté et à atteindre les objectifs du millénaire vu que le secteur minier ou extractif dans sa globalité contribue à un taux élevé au budget de l'Etat. Considérant que les substances minérales réservées, en raison de leur radioactivité ionisante, sont au cœur des enjeux stratégiques sur le plan international, il est urgent que la RDC détermine d'ores et déjà sa politique en la matière par décret du Premier-ministre. Elle est vivement appelée à tirer son épingle du jeu de sorte que la forte teneur de son uranium très prisé par les grandes puissances nucléaires contribue substantiellement à l'amélioration des conditions socio-économiques de toutes les Congolaises et Congolais.



II.2. Evolution de la situation politique

L'actualité du mois de mars aura été dominée par : (i) la proposition sur la révision Constitutionnelle ; (ii) les réactions après la publication de la feuille de route par la CENI ; (iii) la rentrée parlementaire, (iv) l'attaque perpétrée par les troupes du M23 sur les positions des FARDC dans le territoire de Rutshuru et (v) le vote de défiance contre le ministre de l'Economie nationale accusé d'incompétence et d'inaction face à la détérioration du social du Congolais. Plus explicitement, ces faits majeurs sont présentés comme ci-dessous :

1. Polémique autour de la proposition de révision constitutionnelle

Au cours d'une sortie médiatique le samedi 26 février 2022, sur la vulgarisation des actions du Chef de l'État, le député national et Président du Parti Travailleiste, Steve Mbikayi, invité au forum organisé par le Groupe de réflexion des élites du Congo (GREC), a fustigé l'attitude qu'affiche certains Congolais à l'égard du président de la République Felix Tshisekedi qui, selon lui, montre suffisamment sa volonté de changer la situation sociale des Congolais. Mbikayi a estimé que les critiques formulées contre le Président Felix sont injustifiables parce qu'en 3 ans, il ne pouvait pas mettre fin à la misère des Congolais. Pour lui, avec le projet de 145 territoires, le gouvernement va jeter la base du développement. Aussi propose-t-il qu'il y ait une révision constitutionnelle qui modifiera entre autres la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 ans.

Le député Mbikayi a estimé que « *Notre constitution est une constitution qui a été copiée, raison pour laquelle le Parti Travailleiste et le Front patriotique ont initié une pétition qui ont été signée par 113 mille Congolais pour demander la révision constitutionnelle afin de donner au Chef de l'Etat les moyens de sa politique. Cette révision constitutionnelle permettra aussi la suppression des institutions budgétivores comme le Senat, le CNSA, les Assemblées provinciales ou encore la CENI* ». Mbikayi est d'avis que le Conseil économique et social (CES), le Sénat, la Commission électorale nationale indépendante (CENI), la Commission nationale des droits de l'homme

(CNDH), le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), le Comité national de suivi de l'accord (CNSA), les Assemblées provinciales... doivent être supprimés, car considérés comme des "institutions inutiles". Il a révélé que ces institutions coûtent 200 millions de \$US par an à la République démocratique du Congo, " l'équivalent de 200 km de routes. Pour lui, une révision constitutionnelle s'impose pour les supprimer, surtout que la République démocratique du Congo compte parmi les six pays les plus pauvres du monde. Pour justifier la motivation de partir de cinq à sept ans pour un mandat présidentiel, Steve Mbikayi a soutenu que la constitution actuelle est issue d'un compromis entre anciens rebelles de l'Afdl, du RCD, du MLC... Les forces démocratiques ayant lutté pour le changement dans ce pays sont en droit de proposer une autre qui nous conduira à la 4ème République. La suppression des institutions budgétivores ou la restauration du septennat ne peut s'appliquer qu'à la législature suivante. Engageons un débat républicain sans faire allusion aux hommes ». Le passage du quinquennat au septennat est une question devenue sujet de controverse en République Démocratique du Congo.

Le député national Steve Mbikayi a saisi officiellement l'Assemblée Nationale le vendredi 18 mars 2022 pour solliciter la programmation d'un débat sur la révision de la constitution au cours de la session de mars 2022. Sa pétition contenant une vingtaine des signatures a été remise au président Christophe Mboso. A l'en croire, il faut que les parlementaires s'imposent pour accorder désormais à un chef de l'État « élu démocratiquement » 7 ans de travail au lieu et à la place de 5 ans. « Chez nous en Afrique, les régimes sont toujours présidentiels dans les faits. Même si sur papier on dit semi-présidentiel », a-t-il déclaré. Les changements préconisés par lui, une fois votés par voie référendaire, auront un incident de remise à zéro sur des mandats constitutionnels déjà consommés.

Comme il fallait s'y attendre, l'Opposition en RDC rejette farouchement ce projet suicidaire pour la jeune démocratie congolaise, car elle estime que ceux qui caressent le rêve de changer la Constitution sous prétexte de « coller à la réalité politique » hypothèquent la fragile stabilité du pays.

Pour Olivier Kamitatu, par exemple, vaincre les incertitudes liées à l'avenir exige tout simplement un leadership éclairé qui rassure les Congolais.

Delly Sesanga, président du parti Envol, quant à lui dit « Non au changement de la Constitution » à la Fatshisphère, et dénonce « une tendance vers le système présidentiel » en appelant les Congolais à la vigilance lorsque les débats sur la Loi électorale seront lancés au Parlement. C'est à cette occasion qu'il a lancé à nouveau l'opération « Touche pas à la Constitution ». Sesanga prévient contre un « plan machiavélique contre le pays et a dénoncé la tentative des hommes de Fatshi de vouloir changer la Constitution pour donner plus de pouvoir au Président de la République. Ce à quoi il s'oppose de toute sa force, tout en demandant à tous les démocrates de se mettre debout sur l'ensemble du pays pour dire « Non » à ce putsch de l'Union sacrée comme ce fut le cas sous Joseph Kabila en 2015 et 2016.

Pour lui, tenter de mettre en suspens la Constitution pour supprimer le premier mandat du chef de leur regroupement, Félix Tshisekedi, mettant ainsi le compteur à zéro, pour prétendre avoir deux autres mandats supplémentaires, ne pourra jamais passer. Il a soutenu être prêt à se battre jusqu'au bout en rappelant qu'en 2015 et 2016, la population était descendue dans les rues du pays pour dire « non à la retouche taillée sur mesure de la Constitution. » Aux yeux de Sesanga, le changement de la Constitution mènera le pays vers le chaos. Aussi exhorte-t-il les militants et cadres de son parti ainsi que la population congolaise dans son ensemble à suivre les débats sur la Loi électorale lorsqu'il en sera question au Parlement.

Delly Sesanga a aussi expliqué aux membres de son parti que la pétition de l'Envol avait pour but de conforter la démocratie. Elle exigeait principalement le retour à deux tours de la présidentielle, l'élection des gouverneurs et sénateurs au suffrage universel direct pour lutter contre la corruption.

Pour sa part, Francis Kalombo, haut cadre d'Ensemble pour la République de Moïse Katumbi a clairement pointé du doigt accusateur le Professeur André Mbata

sur la révision constitutionnelle. Il a averti que le président Félix Tshisekedi n'a pas encore le sang des Congolais dans ses mains et qu'on ne l'amène pas sur cette voie", et de rappeler que le Chef de l'État revient récemment d'une tournée dans le Grand Kasaï, dont le constat est la famine qui est au zénith dans ce coin du pays. "Pourquoi ne pas proposer des pistes de solution au Chef de l'État pour résoudre ce problème ?", s'est-il interrogé. De ce fait, Francis Kalombo estime que les instigateurs de la révision constitutionnelle sont des flatteurs auxquels Félix Tshisekedi doit se méfier.

Pour le député provincial, Mike Mukeyayi estime que la modification de la Constitution pour prolonger le mandat présidentiel de cinq à sept ans, n'a pas lieu d'être d'autant plus que partout dans le monde il tend à être réduit. *"Je crois que si une modification de la Constitution est entreprise dans le sens de l'intérêt général, moi je ne me dresserais pas contre une telle initiative. Mais qu'on en arrive au jour d'aujourd'hui, pendant que le monde et partout ailleurs on est passé à la réduction du mandat, qu'il y ait quelqu'un quelque part qui vienne vous sortir l'idée d'un septennat, mais un septennat pour quoi faire ?"*, s'est-il interrogé.

Le coordonnateur de l'Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO) Jean Claude Katende n'a pas manqué de mettre en garde contre la modification de l'article 220 de la Constitution, en arguant que la Constitution peut être révisée à tout moment, mais pas pour des intérêts personnels. « On peut réviser la Constitution à tout moment, mais ne touche pas à mon article 220 », a-t-il expliqué avant de renchérir : *« nous ne devons pas accepter que l'article 220 de la Constitution soit révisé pour assurer la protection des intérêts individuels des quelques Congolais égoïstes »*. Cet article 220 a été à la hauteur de plusieurs tensions avec le régime de Kabila. Deux fois de suite, cet article qui contient le nombre de mandats présidentiels et la durée d'un mandat avait été tenté d'être révisé par le Front Commun pour le Congo, mais la population et l'opposition s'y étaient opposées.



Favorable à la modification de la loi fondamentale, Jimmy Ambumba, président de la Commission politico-administrative et juridique de l'UDPS, a soutenu que leur préoccupation est de revisiter certains articles de la loi fondamentale qui, par méchanceté, existent dans notre Constitution.

Le député national Claudel Lubaya a pour sa part rappelé qu'aucun changement de la Constitution de la RDC ne peut se faire tant que le pays est sous Etat de siège. Sans commentaire, cet élu du peuple a brandi l'article 219 qui stipule ceci : *"Aucune révision ne peut intervenir pendant l'état de guerre, l'état d'urgence ou l'état de siège ni pendant l'interim à la présidence de la République ni lorsque l'Assemblée nationale et le Sénat se trouvent empêchés de se réunir librement"*, dit la Constitution. A date, il y a un Etat de siège en RDC qui a été décrété le 6 mai 2021 dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour lutter contre les rébellions qui sévissent dans cette partie orientale du pays.

Ancien membre de la Cour constitutionnelle, le professeur Eugène Banyaku ne voit aucune nécessité de revoir la constitution à l'heure actuelle. Il est persuadé que de nos jours, il n'y a aucun indicateur qui nécessite une révision constitutionnelle. "Les dispositions liées à la durée du nombre de mandat du Président de la République sont à trouver dans l'exposé des motifs de la constitution", rappelle-t-il. Le professeur Eugène Banyaku a laissé entendre que la Constitution contient certes des dispositions aujourd'hui obsolètes, mais elles peuvent être corrigées par une interprétation de la Cour constitutionnelle. "Quel est l'intérêt que le Président a d'obtenir un mandat de 7 ans ?", s'interroge ce professeur.

Le Professeur Bily Bolakonga a suggéré que l'on évite que des aventuriers et d'anciens tortionnaires sulfureux ayant transité à l'opposition avant de revenir au pouvoir mettent le feu à la case RDC. En effet, il a tiré la sonnette d'alarme en soulignant que remettre en cause la sacralité de certains principes édictés dans l'actuelle Constitution, c'est cracher sur la nation et ses martyrs au nom des intérêts égoïstes, circonstanciels et immédiats. Le professeur Bolakonga a tenu à rappeler que la Constitution est un ensemble

des textes fondamentaux - qu'on appelle aussi loi fondamentale - structurant la vie et le fonctionnement d'un État. En ce sens, elle a donc une âme avec une charge émotionnelle et historique sensible. Aussi, une révision constitutionnelle ne peut être basée que sur des motifs solides, valables, vitaux et surtout uniquement en faveur du plus grand bien du peuple, selon le principe latin « *salus populi suprema lex esto* » (que le salut du peuple soit la loi suprême).

Pour lui, les articles 219 et 220 fixent les frontières infranchissables qui concernent au minimum 5 interdictions, à savoir : (1) la forme républicaine de l'Etat (cfr art. 5) ; (2) le pluralisme politique (cfr art. 6) ; (3) les restrictions des droits et libertés (cfr art. 61) ; (4) le nombre et la durée des mandats du Président (cfr. art. 70) et (5) l'indépendance du pouvoir judiciaire (cfr art. 149).

Ces interdictions constituent l'âme, le cœur de la constitution et scellent le pacte républicain du peuple avec lui-même, avec ses représentants et dirigeants en présence de Dieu ainsi que l'atteste le préambule de ladite constitution. Vouloir remettre en cause la sacralité de ces principes c'est cracher sur la nation et ses martyrs au nom des intérêts égoïstes, circonstanciels et immédiats.

Pour sa part, le Professeur Auguste Mampuya, constitutionnaliste ayant fait partie de l'équipe des experts congolais ayant rédigé la Constitution du 18 février 2006, l'idée de la révision constitutionnelle pendant cette période ne peut se concevoir. A cet effet, il évoque l'article 219 de la Constitution de la RDC qui interdit formellement qu'une révision constitutionnelle soit conduite pendant l'état de siège. Le professeur s'est dit estomaqué de voir que les dirigeants de la RDC ignorent la Constitution. L'article 219 de la constitution interdit formellement qu'une révision constitutionnelle soit conduite pendant l'état de siège. « *Je ne sais pas s'ils le savent. Il faudra bien que leurs propositions attendent la levée de l'état de siège. Il ne faut pas que Mbikayi dépose cette proposition de loi maintenant. Mais aussi la forme pose problème dans sa proposition de loi. La majorité des points qu'il aborde,*

notamment le septennat, la suppression du Sénat et des Assemblées provinciales, sont des dispositions interdites de révision par l'article 220", explique-t-il. Et d'ajouter : "Supprimer le Sénat va ensemble avec les Assemblées provinciales, car le Sénat représente les provinces qui ont l'autonomie de gestion. Et l'article 220 interdit une révision qui touche aux prérogatives des institutions provinciales. Supprimer les institutions provinciales, c'est du n'importe quoi".

Pour lui, la durée du mandat du président de la République est également verrouillée par l'article 220. Donc l'idée du passer du quinquennat au septennat ne passe pas.

"Le septennat également est une disposition interdite par l'article 220 qui verrouille la durée du mandat du président de la République de toute révision. La durée d'un président de la République ne change pas un pays, mais c'est plutôt sa vision et le bon fonctionnement des institutions qui comptent. On ne révisé pas la Constitution pour donner un mandat plus long à quelqu'un. Il faut changer lorsqu'on fait le bilan du fonctionnement sous telle Constitution et que l'on a identifié le mal récurrent et on va chercher les solutions à ce mal", précise Auguste Mampuya.

2. Réactions autour de la feuille de route de la CENI pour l'organisation des élections

Comme souligné dans notre rapport du mois de février, c'est au cours d'un point de presse tenu le 3 février 2022 que le Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Denis Kadima avait présenté la feuille de route du processus électoral 2021-2027. A cette occasion, Mr Kadima avait rappelé la nécessité pour son institution d'organiser les élections dans le délai, tout en soulignant qu'un certain nombre des contraintes risqueraient de plomber l'élan si on ne s'y mettait pas à temps. Au nombre des contraintes relevées par la CENI figuraient la mutualisation des opérations d'identification de la population, le recensement de la population et de l'habitat qui devraient être couplées avec l'enrôlement des électeurs, les contraintes politico-sécuritaires, financières, le retard de l'appui

du gouvernement ainsi que les réformes attendues du cadre légal et réglementaire des élections.

Notons que les 10 personnalités membres du G13 ont fait cette déclaration en forme des recommandations adressées à la classe politique, à la société civile ainsi qu'à la communauté internationale afin d'assurer un processus électoral libre, indépendant et transparent.

Ces dix personnalités membres du G13 parmi lesquels les honorables députés Jacques NDjoli, Jean Jacques Mamba, Delly Sesanga, Claudel Lubaya..., ont dans une déclaration, fait observer qu'à 578 jours de l'échéance légale de convocation des élections générales, la feuille de route publiée par la CENI présente une matrice de contraintes dont plusieurs points constituent des choix délibérés susceptibles de compliquer la tenue effective des élections en 2023.

Ce groupe relève que « la présentation des contraintes faite par la CENI ne tient pas compte du rapport général publié en son temps, par la Centrale électorale sur le processus électoral précédent. Quant à la problématique liée au financement des élections, le groupe des personnalités de G13 appelle toutes les Institutions à privilégier la transparence des finances électorales en examinant le coût réel des élections, en imposant le respect des lois relatives aux marchés publics et en rationalisant la gestion des actifs existants de la CENI.

Outre le financement des élections, le G13 rappelle que la tenue des élections libres, démocratiques et transparentes est plus un facteur de volonté politique, en commençant par la CENI, les Institutions politiques, les parties prenantes : partis politiques et société civile.

Au cours d'une audience leur accordée par le Président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'kodia, le mercredi 9 mars 2022, la Cenco et l'ECC représentées par leurs commissions justice et Paix, sous la conduite du secrétaire général de la CENCO l'abbé Donatien Nshole et du révérend Maurice Mandengo, directeur de la communication de l'ECC, ont exigé la tenue des élections dans le délai constitutionnel.



« Nous sommes habités par le seul souci de voir se tenir les élections crédibles, inclusives et apaisées dans le délai constitutionnel en 2023. On devrait mettre de côté tout ce qui peut servir de prétexte d'aller au-delà de ce délai », a dit l'abbé Donatien Nshole. Et d'ajouter : « Pour cela, nous allons mettre tout ce qui sera à notre pouvoir moral, pastoral pour contribuer à la réussite de ces scrutins. Nos deux commissions ont travaillé sur la feuille de route présentée par la CENI, qui a mentionné quelques contraintes qui engagent aussi l'Assemblée nationale, contraintes relatives au cadre juridique, au financement, mais aussi les contraintes politiques ».

L'abbé Donatien Nshole a soutenu que le président de la chambre basse du parlement les a rassuré du travail de fond qui est en train de se faire, et qu'il est conscient que la stabilité du pays dans les années à venir dépendra beaucoup plus de ce qui reste à faire surtout dans le cadre légal du processus électoral. Il a dit qu'il a mis en place des groupes pour y réfléchir quant à ce, tout en les rappelant que l'enjeu majeur de l'analyse et de traitements des projets de lois relatives au processus électoral, c'est d'avoir les élections crédibles et apaisées dans le délai constitutionnel ; et d'ajouter que la CENCO et l'ECC sont là pour manifester leur volonté d'accompagner le processus électoral sans donner le crédit à tout ce qui amènerait le pays dans les difficultés.

Par ailleurs, ces deux confessions religieuses ont échangé le vendredi 11 mars aussi avec le président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Il était question de parler de la feuille de route de la CENI relative aux élections de 2023, en se basant sur les différentes contraintes soulevées par la centrale électorale, notamment techniques, financières, sécuritaires et d'ordre légal.

Deux influents sénateurs américains Michael T. MacCaul, membre de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique et son collègue Gregory Meek, président de ladite commission se montrent préoccupés par l'évolution peu rassurante de la démocratie électorale en République démocratique du Congo. A cet effet, dans la correspondance qu'ils ont

adressée à Antony Blinken, Secrétaire d'Etat américain en date du 16 mars 2022, ces sénateurs ont exprimé leurs inquiétudes sur le processus électoral congolais en rappelant que les élections de 2018 n'étaient ni libres ni justes et, ont été entachées d'actions corrompues et anti-démocratiques. Bien plus, ils soulignent que l'actuelle CENI installée dans un climat de totale contestation, ne semble pas rassurer. Aussi demandent-ils au gouvernement américain d'obtenir du Président Tshisekedi le toilettage de l'organe de gestion des élections. Car, des élections de 2023 partira la stabilité de la RDC. C'est d'ailleurs cette corruption généralisée et la mauvaise gestion du processus électoral qui ont conduit les États-Unis à imposer des sanctions financières aux anciens responsables de la CENI.

Une mission des Nations unies est arrivée à Kinshasa au courant du weekend du 19 mars, à la demande de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour explorer la faisabilité d'une assistance électorale.

Conduite par Simon-Pierre Nanitelamio, Directeur adjoint à la Division de l'assistance électorale du Département des Affaires politiques et de consolidation de la paix, la délégation onusienne a été reçue par le Président Kadima et les membres du Bureau, en date du 22 mars 2022, et leurs échanges ont tourné autour de l'évaluation et l'examen des modalités d'un appui éventuel des Nations unies pour la bonne tenue des élections à venir en RDC.

Chaque fois que les Nations-Unies reçoivent d'un État membre de l'organisation une demande d'accompagnement en matière électorale, une équipe est déployée pour venir discuter avec les principaux acteurs. La démarche consiste à essayer d'évaluer ensemble le contexte dans lequel les élections vont se dérouler : les différents défis, les contraintes et aussi identifier de concert les besoins nécessaires. Et également voir dans quelles conditions les Nations-Unies pourraient accompagner l'État membre. Dans le cadre de la RDC, La CENI avait introduit sa requête en décembre 2021.

La délégation devait également rencontrer d'autres acteurs au niveau du gouvernement, d'autres institutions, des partis politiques, des organisations de la société civile ainsi que des partenaires internationaux qui sont sur place à Kinshasa. Ces échanges devraient permettre à l'équipe d'évaluer l'environnement politique, sécuritaire et électoral en RDC, et chercher à comprendre le cadre juridique et institutionnel régissant le processus électoral. Une fois ce diagnostic établi, les capacités et les besoins de différents acteurs électoraux seront ainsi mieux connus. Et l'assistance onusienne pourrait alors être mieux définie.

3. Les enjeux de la session parlementaire de mars 2022

A l'ouverture de la session le mardi 15 mars 2022, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, est revenu sur les contraintes évoquées par la commission électorale nationale indépendante (CENI) dans sa feuille de route en prélude des élections de décembre 2023. Sur la question des contraintes légales et sécuritaires, le Président Mboso a rassuré qu'elles seront abordées au cours de cette nouvelle session parlementaire : « Sans doute ce débat risque de s'inviter à l'Assemblée nationale où seront examinées au cours de cette session d'une part la proposition de loi modifiant et complétant la loi électorale et d'autres part le rapport annuel de la commission électorale nationale indépendante en application de l'article 28 de sa loi organique ».

Christophe Mboso a invité les institutions de la République et d'autres structures à respecter l'indépendance de la commission électorale nationale indépendante. « Eu égard aux impératifs qui entourent la tenue d'un processus électoral crédible et apaisé, j'exhorte les institutions et autres structures au respect de l'indépendance de la commission électorale nationale indépendante, son autonomie administrative et financière ainsi que la loi organique qui la lui confère et de contribuer aux efforts tendant à lever tout obstacle sécuritaire et financier susceptible

d'avoir un impact sur l'organisation du processus électoral prévu en 2023 », a-t-il ajouté.

La rentrée parlementaire du 15 mars 2022 à l'Assemblée nationale a été exceptionnelle dans la mesure où elle a enregistré la présence de nombreux députés ayant signé leur retour politique. C'est le cas de Jeanine Mabunda Lioko, ancienne présidente de l'Assemblée nationale, qui, depuis son éviction et de l'ensemble de son bureau, n'avait plus jamais foulé ses pieds à l'Hémicycle. L'élue de Bumba a ainsi saisi cette occasion pour signer non seulement sa présence mais reprendre sa place de député pour siéger. Les autres présences très remarquées, ce sont celles de Willy Bakonga, ancien ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique -EPST- et de Martin Kabuya, ex-gouverneur du Kasai Central. Assis aux côtés de leurs collègues, ces députés ont suivi avec attention le discours de circonstance prononcé par le speaker de la Chambre basse.

Au nombre des priorités retenues pour cette session de mars ouverte dans un contexte politique, sécuritaire, social et environnemental particulier, figure notamment l'examen des textes portant sur des sujets qui ont des effets réels sur la population.

En effet, sur le plan politique, Christophe Mboso a précisé que : « Le débat politique reste focalisé sur la Feuille de route du processus électoral 2021-2027, telle que publiée le 3 février 2022 par la Commission électorale nationale indépendante ainsi que les contraintes sécuritaires, financières et techniques y afférentes qui risquent de porter un coup au calendrier du prochain cycle électoral prévu en 2023. Sans doute, qu'il faudra attendre des débats houleux sur, d'une part, la proposition de loi modifiant et complétant la Loi électorale et, d'autre part, le rapport annuel de la CENI en application de l'article 28 de sa loi organique ».

Face aux impératifs qui entourent la tenue d'un processus électoral crédible et apaisé, il a exhorté les institutions et autres structures au respect de l'autonomie administrative et financière que la loi

organique confère à la CENI et de contribuer aux efforts tendant à lever tout obstacle sécuritaire et financier susceptible d'avoir un impact sur l'organisation du processus électoral.

Il a également reconnu que les RD-Congolais attendent des députés un agenda législatif susceptible de lever les obstacles juridiques à la tenue des élections en 2023. « *Nous examinerons avec diligence les textes ayant trait aux réformes électorales en vue d'offrir au pays des élections libres, inclusives transparentes et apaisées et de respecter le délai constitutionnel* ».

Le président de l'Assemblée nationale a été réceptif quant aux critiques des députés et a promis de corriger sa méthode de travail. De leur retour des vacances parlementaires, les honorables députés se sont montrés très critiques envers le bureau au sujet de leurs initiatives de contrôle parlementaire et souhaitent exercer pleinement leurs prérogatives en matière de contrôle de l'action de l'exécutif.

Enfin, le président Mboso a promis de veiller à la programmation systématique, chaque mercredi, des initiatives de contrôle jugées recevables afin de permettre aux députés d'exercer leurs prérogatives constitutionnelles. Il a soutenu que loin d'être perçu comme un acharnement politique sur le gouvernement ou les gestionnaires du Portefeuille de l'Etat, le contrôle parlementaire est un exercice normal en toute démocratie. Il permet à ces derniers de rendre compte, devant les élus nationaux, de la gestion des affaires publiques et des entreprises et établissements publics dont ils ont la charge. En effet, les RD-Congolais apprécieront le travail de leurs élus non pas par le nombre élevé d'initiatives de contrôle, mais plutôt par des réponses correctives et concrètes qu'ils formuleront en termes d'amélioration de la gouvernance et du vécu quotidien des citoyens de suite de ces contrôles. C'est cela qui renforcera la confiance des compatriotes vis-à-vis de leurs représentants.

Ces propos témoignent à suffisance que l'avenir du président Mboso à la tête du bureau de l'Assemblée nationale semble être menacé. Surtout qu'il a reconnu la kyrielle de remarques que ne cessent de lui faire les élus nationaux.

Le contrôle parlementaire et la police des débats sont les deux points de désaccord entre le Président et certains députés qui s'opposent à ses méthodes jugées antidémocratiques. D'aucuns pensent que si le changement promis n'est pas au rendez-vous, il pourrait faire l'objet d'une éjection de son perchoir.

De son côté le Président du Sénat, Modeste Bahati a exhorté le gouvernement à se pencher sur les mesures fiscales déjà définies afin d'atteindre ses objectifs. Le souci exprimé est de voir l'équipe Lukonde réaliser son programme par une bonne exécution du budget 2022.

Pour lui, il est temps d'éviter le paradoxe entre les mauvaises conditions de vie de la population et l'abondance des ressources dont regorge le pays. « La lutte du gouvernement devra absolument privilégier l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens, cela dans la perspective de la création des richesses plutôt que dans la gestion de la pauvreté. A cette fin, et conformément au programme et plus particulièrement à son volet de diversification de l'économie, le soutien aux secteurs productifs s'impose par la contribution de l'Etat aux financements des secteurs sociaux porteurs de croissance », martèle-t-il. Cependant, Modeste Bahati demande au gouvernement de fournir des efforts pour la mobilisation optimale des recettes à travers les régies financières et tous les services d'assiette. « *L'orthodoxie financière doit être de stricte application en ce qui concerne les dépenses à engager. Toutes les mesures d'accroissement des recettes notamment, la lutte contre l'incivisme fiscal, le coulage des recettes, la corruption, la fraude fiscale et douanière, nécessitent une application stricte de la loi pour capitaliser la mobilisation des recettes aux fins d'une meilleure exécution du budget 2022* », a rappelé Bahati Lukwebo.

4. Polémique autour des incursions du Mouvement du 23 Mars et du soutien reçu du Rwanda.

Les FARDC ont vu leurs positions être attaquées par des éléments du M23, dans la nuit du 26 au 27 mars 2022 dans les localités de Runyonyi et Chanzu.

Intervenant au cours d'un point de presse tenu le lundi 28 mars 2022, à Goma, le Général Sylvain Ekenge, porte-parole de l'armée avait clairement indexé le Rwanda comme soutien des M23, et ce, après avoir présenté deux prisonniers de guerre. Pour ce porte-parole, ces rebelles ont bel et bien attaqué, dans la nuit de dimanche à lundi, les positions des FARDC à Rutshuru. Ce qui a créé un grand tollé tant dans les milieux politique et militaire. Comme il fallait s'y attendre, la « haute hiérarchie » a instruit que toute communication de l'armée émane désormais de l'État-major général à Kinshasa.

En effet, « *Le porte-parole du gouverneur militaire a été sommé de n'entreprendre aucune communication sans l'autorisation expresse de Kinshasa. En plus, le général Ekenge a clairement été menacé des sanctions et ses prérogatives comme porte-parole lui ont été retirées* ».

Réagissant sur les antennes de TV5, le porte-parole du gouvernement s'est refusé, dans une interview hier à RFI, de citer Kigali comme soutien du M23.

Il y a lieu de rappeler le bilan de ces affrontements qui a fait état de 17 militaires blessés et trois (3) autres tombés sur le champ d'honneur. Il s'agit du Colonel Alege, commandant du 3409^{ème} Régiment venu en renfort du 3413^{ème} Régiment, du Major Ewayo, commandant de la 34321^{ème} Compagnie basée à Chanzu et d'un soldat.

5. Du vote de défiance contre le ministre de l'Economie

Le ministre de l'Economie, membre de l'AFDC, a été destitué par les députés nationaux au terme du vote intervenu au cours de la plénière du mars 2022.

A en croire les pétitionnaires, il est notamment reproché à JM Kalumba d'avoir violé le code de bonne conduite de l'agent public de l'État pour avoir donné de l'argent à des enfants mineurs; d'avoir importé des poissons chinchards de la Namibie, en lieu et place de l'acquisition de bateaux de pêche et l'appui aux pêcheurs locaux; d'être à la base de la hausse récente des prix des produits de première nécessité sur le marché congolais; le non-respect des tarifs officiels par les opérateurs du secteur du transport aérien; la pénurie d'essence dans certaines stations de la capitale et les prix relativement élevés du carburant à l'intérieur du pays.

Sur 364 députés qui ont pris part, le mercredi 30 mars 2022, au vote concernant la motion de défiance contre le ministre de l'Économie Jean-Marie Kalumba, 272 ont voté pour, 81 ont voté contre et 11 se sont abstenus. Par conséquent, le ministre de l'économie est destitué de son poste au sein du gouvernement.

Au cours de cette plénière, le ministre destitué avait présenté ses moyens de défense qui n'ont pas convaincu les élus nationaux. Ces derniers, après le vote, ont donc décidé de le destituer.

Le ministre de l'Économie avait quitté la salle avant même la fin du vote de la motion de défiance. Pour certains élus nationaux, c'est un manque de considération pour la deuxième institution de la République.



Plusieurs réactions ont été enregistrées sur cette question.

La représentation nationale savoure la destitution du ministre de l'économie du gouvernement ce mercredi 30 mars, une première dans l'histoire depuis 2006. L'un des initiateurs de la motion de défiance contre Jean-Marie Kalumba, Eliezer Tambwe, a réagi en ces termes :

"La destitution du ministre de l'Économie est la victoire du peuple Congolais. Les pratiques de l'Union sacrée ne sont pas pareilles que celles du FCC où il y a les instructions de l'Autorité morale, le ministre de l'Économie n'a pas pu convaincre les gens".

Pour Marie-Ange Mushobekwa, élue nationale de l'opposition (FCC), "maintenant que le bureau de l'Assemblée nationale laisse les députés exercer librement le contrôle parlementaire, les premiers résultats sont là ce soir : le ministre de l'économie vient d'être déchu de ses fonctions", a-t-elle tweeté.

De son côté, Henriette Wamu se dit satisfaite, pour une fois, du jeu démocratique de ce jour. Les élus du peuple ont rencontré les attentes de la population.

Dans une déclaration à la presse ce jeudi 31 mars, Jerry Lubala, président national du parti politique Nkita, dénonce l'amateurisme, le clientélisme et la théâtralisation des institutions de la République dont fait preuve l'Assemblée nationale suite à la destitution du ministre de l'économie.

Il a rappelé que « toute action menée par un ministre est approuvée dans le conseil des ministres. De quoi montrer que c'est le Président de la République et le Premier ministre qui sont à la tête de ce spectacle incongru et malsain ».

Pour lui, « Le mal est profond. Il ne s'agit pas là, de destituer un homme, un ministre, mais tout un gouvernement. Car les actions qui les caractérisent, prouvent à suffisance leur schéma de mener le pays dans un chaos indescriptible ». Malheureusement, « pendant que ces éléphants [autorités] se battent pour [détourner et tenter le glissement aux élections de 2023], ce sont les herbes [la population] qui paient le pot cassé » a-t-il dénoncé.

Étant la seule voie pour donner le pouvoir aux autorités étatiques, le président de Nkita appelle la population à « scruter de près les actions du Gouvernement Sama Lukonde en perte de vitesse. S'il n'est pas en mesure, comme il ne l'est pas depuis le début, de satisfaire vos besoins, qu'ils organisent au moins les élections dans le délai ».

Déjà vomi par la population, Jerry Lubala exige au Premier Ministre Sama Lukonde « de ne pas chercher des boucs émissaires et de démissionner pour le bien des Congolais », a-t-il conclu. Et d'ajouter, le ministre de l'économie destitué "n'est qu'un bouc-émissaire d'un gouvernement en perte de vitesse"

Steve Mbikayi, leader du Parti travailliste, impute à l'autorité morale de l'AFDC la responsabilité de la destitution du ministre de l'Economie à l'Assemblée nationale. Pour lui, Jean-Marie Kalumba serait "en partie victime du comportement antagoniste" du président du Sénat.

A cet effet, le revers subi par l'AFDC serait un prélude de la chute de Bahati Lukwebo. "Le ministre Kalumba, croqué ce jour par les députés nationaux est en partie victime du comportement antagonique de son autorité morale, filou national, en conflit avec la majorité de la classe politique et des députés. C'est un prélude à sa propre chute qui pointe à l'horizon", a-t-il prévenu.



Dans la foulée, l’initiateur du Front patriotique 2023 fait remarquer à Bahati qui a toujours vanté son poids politique qu’aucun “député parmi les 41 revendiqués à cor et à cri, n’a défendu le ministre pendant le débat” malgré son mot d’ordre.

Pour Steve Mbikayi, c’est une “preuve de son impopularité dans l’Union sacrée et que les chiffres avancés pour se taper la part du lion lors des partages, sont faux”.

3. Perspectives politiques et économiques

Sur le plan politique

Nombre d'observateurs politiques avertis pensent que, le projet de la révision constitutionnelle, viendrait à renier le pacte scellé à Sun City en Afrique du Sud. Sa simple évocation a déjà suscité un branle-bas de combat dans les états-majors politiques et de la Société civile, prêts à entonner en chœur la chanson « Touche pas à ma Constitution » ! Donc la modification de la Constitution à la veille des échéances électorales entraînerait le pays dans un chaos dont les conséquences seront incalculables.

Cependant, il faut signaler que, ces nouvelles réformes divisent les Congolais. Les uns les soutiennent et pensent que ces nouvelles dispositions légales permettront de sécuriser l'accès au pouvoir par tout le monde, seuls les Congolais qui voudront travailler pour l'intérêt du pays seront élus. Les autres les rejettent, car ils estiment que Steve Mbikayi n'est pas la bonne personne pour lancer ses réformes compte tenu de son instabilité politique.

Par ailleurs, Néhémie Mwilanya Wilondja, ancien directeur de cabinet de l'ex-président Joseph Kabila était sur le plateau de la chaîne de télé francophone TV5 ce vendredi 18 mars 2022. Il répondait aux questions d'actualité congolaises notamment le retour de Joseph Kabila aux prochaines élections de 2023. Selon ce cadre du Front Commun pour le Congo (FCC) Kabila peut revenir quand il veut. A la question de savoir si Kabila souhaiterait revenir au pouvoir, l'ancien directeur de cabinet répond : " rien ne l'interdit, mais au moment venu il devra lui-même se décider évidemment avec sa famille politique et des options seront levées démocratiquement.

Tous ces éléments annoncent d'une redéfinition des cartes sur la scène politique avec un probable retour de Joseph Kabila.

Sur le plan économique

En mars 2022, l'économie mondiale a connu une hausse du niveau d'inflation consécutive à l'augmentation des prix de l'énergie. Tel que prédit par la Banque Mondiale, les hostilités militaires lancées par la Russie sur le sol ukrainien ont changé la donne. En effet, après suite à la continuité des confrontations militaires entre les armées russe et ukrainienne sur le sol ukrainien, les Etats-Unis, le Canada et certains pays d'Europe ont infligé à la Russie une panoplie des sanctions essentiellement d'ordre économique qui ont eu des effets pervers sur l'économie russe ainsi que sur le marché européen et mondial via le marché boursier, le marché monétaire, le marché de l'énergie, etc. Cette situation pourrait avoir des implications négatives sur l'économie mondiale ainsi que sur les économies des pays africains qui sont pour la plupart extravertie et vulnérable aux chocs externes.

Au niveau interne, contrairement au mois précédent, les perspectives économiques de la RDC se sont détériorées. L'accroissement des prix intérieurs (essentiellement les denrées alimentaires) et la baisse significative des réserves de change sont des signes précurseurs, si rien n'est fait pour redresser la pente, d'un ralentissement et détérioration de l'économie nationale.

A ceci s'ajoute une faible capacité de mobilisation de recettes contre un potentiel fiscal élevé. En effet, la faible mobilisation des recettes publiques est un facteur qui pourrait avoir une incidence négative sur les perspectives économiques du pays surtout avec les échéances électorales qui nécessitent des ressources financières importantes (près de 600 millions de dollars pour son organisation). La faiblesse des recettes externes pourrait conduire le gouvernement à recourir aux réserves de change pour financer les élections. Si le

gouvernement recourait à ce mécanisme, l'économie nationale se détériora davantage.

A ce titre, Congo Challenge invite une fois de plus le gouvernement à conjuguer plus d'efforts dans la mise en œuvre de réformes structurelles indispensables pour le développement du pays. La relance des projets d'infrastructures de grande envergure tels que la construction du port en eaux profondes de Banana, la construction du barrage de Katende, le projet du barrage d'Inga III, etc. permettraient au gouvernement de créer de la richesse, d'accroître les recettes et de réduire le niveau de chômage des jeunes.

En dehors des arguments économiques, d'autres facteurs laissent présager un ralentissement de l'activité économique pour les périodes subséquentes. Il s'agit notamment : (i) de la corruption et les détournements massifs dans l'exécution des plusieurs projets ; (ii) des divergences de visions et d'opinions existantes au sein de l'Union Sacrée ; (iii) de l'insécurité et les multiples affronts militaires à l'Est du pays ; et (iv) des grèves à répétition dans plusieurs secteurs dont l'éducation (professeurs d'universités).

A ce titre, des efforts importants doivent être consentis et des réformes pertinentes devraient être mises en place pour inverser cette tendance et parvenir à la stabilisation du cadre macroéconomique. Il y a donc lieu pour le gouvernement de repenser la gouvernance des finances publiques et de mettre en place les réformes pertinentes dans ce secteur afin de doter le gouvernement des moyens conséquents pour la mise en place de sa politique et l'amélioration continue de la situation économique du pays.

Ainsi, Congo Challenge invite une fois de plus le gouvernement à conjuguer plus d'efforts dans la mise en œuvre de réformes structurelles indispensables pour le développement du pays. La relance des projets d'infrastructures pertinents, la mise en place des mécanismes appropriés de suivi-évaluation et contrôle dans l'exécution des projets et programmes sont des leviers qui devraient être actionnés pour améliorer les perspectives économiques du pays.

DIFFERENTES PUBLICATIONS DE CONGO CHALLENGE

1. REVUE CONGO CHALLENGE (LE SEMESTRIEL)

Le Semestriel (Revue Congo Challenge) est un périodique scientifique complètement désintéressé, publié chaque semestre, avec pour objectif principal de promouvoir des études scientifiques visant à contribuer à l'avancement des connaissances en sciences économiques et à offrir aux opérateurs économiques ainsi qu'aux décideurs politiques, un ensemble des recettes susceptibles d'éclairer leur prise de décision ou de justifier suivant une base scientifique avérée leur prise de décision.



2. BULLETIN QUADRIMESTRIEL

La présente publication paraît chaque trimestre et offre un aperçu général et précis sur les évolutions économique et politique au niveau national, régional et mondial. Il permet au lecteur d'ajuster ses prévisions en fonction des évolutions observées ou de faire des anticipations tenant compte du paquet d'informations disponibles.



3. LE MENSUEL

La présente publication paraît chaque mois, elle offre un aperçu factuel des indicateurs économiques et présente les faits saillants ayant caractérisé la situation politique mensuelle du pays.



4. RAPPORT ANNUEL



Paru en
décembre
2021

MODULES D'INTERVENTION DE CONGO CHALLENGE

1. Formation
2. Assistance
3. Conseil
4. Lobbying
5. Réalisation des études
6. Organisation des conférences
7. Appui au management de qualité
8. Appui à la conception des programmes économiques du gouvernement
9. Appui aux politiques de mobilisation des recettes publiques
10. Appui stratégique aux gouvernements dans le suivi-évaluation des programmes économiques
11. Contrôle-qualité des travaux

LES VALEURS DE CONGO CHALLENGE

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.
Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus
que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

Comment tenir en laisse une bande de « nègres » ?

Tu isolas les plus vaillants en les diabolisant et tu promeus les plus médiocres en leur octroyant des privilèges indus. Conscient de cette escroquerie, ces derniers seront encore plus agressifs envers les premiers pour préserver leurs privilèges.

Dixit Machiavel

ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Mensuel Numéro 59

Publié en Avril 2022

Avril 2022. Copyright©CongoChallenge2022
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyo ya Sita, 5ème étage, local 501,
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd